

# imprecoR



correspondance de presse internationale

bimensuel, N°35, 9 octobre 1975

30 fb, 3fs, 3ff

## PORTUGAL : LES SOLDATS MONTRENT LA VOIE

*interview exclusive  
d'un soldat  
du S.U.V.*

**ESPAGNE : vaste solidarité**





## ● sommaire

### ESPAGNE

Après l'assassinat de cinq militants :  
Un revirement brutal - Paco Rops p. 3

Les réactions de la bourgeoisie interna-  
tionale p. 4

La solidarité internationale p. 6

### PORTUGAL

Interview avec un soldat du SUV p. 12

Manifeste du SUV p. 17

Appel du SUV aux travailleurs et  
soldats d'Europe p. 18

Une armée qui dit non ! - A. Udry,  
C. Michaloux p. 19

VIème Gouvernement : une première  
défaite - A. Udry, C. Michaloux p. 24

### SUEDE

Contre la junte chilienne p. 30

### QUEBEC

Protestation contre les assassinats  
de militants en Argentine p. 32

### MEXIQUE

Tournée de meetings de E. Mandel p. 32

## quatrième internationale

Commandez le N° 20/21, printemps 1975

### SOMMAIRE :

Daniel Bensaid : Les avatars d'un certain  
réalisme - Le congrès de Lotta Continua

Tom Gustafsson : La social-démocratie  
dans les pays nordiques

Portugal : Après les élections - Résolu-  
tion du Comité central de la Ligue Com-  
muniste Internationaliste (organisation  
sympathisante de la IVème Internationale

Saleh Jaafar : Les nôtres : Jabra Nicola

Jabra Nicola : Nation arabe et mode de pro-  
duction asiatique

Pierre Frank : Problèmes d'Union Sovié-  
tique vus d'Union Soviétique

Livio Maitan : Amérique Latine, de la gué-  
rilla à la guerre du peuple ? (l'autocritique  
mystifiée de Régis Debray)

Prix de ce numéro : 10 FF

Abonnement : France : 12 Nos 50 FF

6 Nos 25 FF

Etranger: 12 Nos 55 FF

6 Nos 30 FF

POUR TOUTE COMMANDE, ECRIRE A

Jean François GODCHAU

10 Impasse Guéménée

75004 PARIS

Chèques bancaires à J. F. Godchau

Chèques postaux à IVème Internationale

Mandats postaux à J. F. Godchau

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'informa-  
tion du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés  
ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14  
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les  
USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser  
à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de  
Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire  
parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée; 75004 PARIS



## après l'assassinat de 5 militants



# UN REVIREMENT BRUTAL

PACO ROBS

Le matin du 27 septembre, cinq militants révolutionnaires mouraient à Madrid, Barcelone et Burgos sous les balles des pelotons d'exécution franquistes. L'Europe entière frappée de stupeur s'interroge. Des centaines de milliers de travailleurs descendent dans les rues pour crier leur haine et leur volonté d'empêcher de nouveaux crimes, alors que la bourgeoisie voit avec angoisse le régime franquiste sombrer dans une folie barbare qui pourrait bien précipiter sa chute.

De la multiplication des condamnations à mort à l'assassinat des cinq militants du FRAP et de l'ETA, de l'adoption du décret-loi contre le terrorisme à la manifestation de soutien au régime qui a réuni 200.000 personnes sur la Plaza del Oriente à Madrid, les événements ont pris ces dernières semaines en Espagne un cours surprenant et inquiétant. La lente décomposition de la dictature qui semblait suivre son cours inéluctable, sous les coups de butoir des puissantes luttes de masse, apparemment s'enraye.

Vieillard tremblant et larmoyant, Franco tient toujours dans une main de fer les leviers du régime. Derrière lui, l'extrême-droite relève la tête, alors que les milieux de la bourgeoisie s'inclinent en silence. Ce retour en force de l'extrême-droite n'est pas le seul fait d'un regain de vigueur de Franco lui-même. S'il est une couche sociale, en effet qui a reçu comme un coup de poing les événements du 25 avril 1974 au Portugal, ce sont bien les dizaines de milliers de fonctionnaires et d'employés qui constituent l'appareil de répression quotidien de la dictature.

Ecartés de bien des rouages du pouvoir par l'évolution même du régime, traumatisés par la disparition de Carrero Blanco qui représentait un élément essentiel de la continuité du régime et le retournement d'un Arias Navarro qu'ils considéraient, à juste titre, comme un des leurs et qui, lors de la formation de son gouvernement annonçait son intention évolutionniste dans son fameux discours-programme du 12 septembre 1974, ces secteurs de l'appareil d'Etat où se trouve concentrée la vieille garde franquiste, se sont engagés depuis un an et demi dans une bataille d'autant plus active que leur existence même est en jeu.

L'expérience du Portugal leur a montré que la bourgeoisie était prête à les lâcher dès la chute de la dictature et qu'ils seraient les premières cibles de la mobilisation de masse. Depuis un an, les demandes de mutations des policiers en service au Pays Basque se sont multipliées à une vitesse foudroyante, indice éloquent de cette crise de conscience. Ces secteurs de l'appareil d'Etat qui n'ont rien à attendre d'une évolution même graduelle et contrôlée du régime actuel, ont trouvé dans les événements récents matière à une contre-offensive politique dont la violence surprend.



Mais ces derniers événements ne s'expliquent pas seulement par l'exaspération d'une couche sociale déterminée dont l'existence, plus que toute autre, est liée à la survie du régime. Ce qui éclate à cette occasion, c'est la crise profonde que connaissent les dirigeants de la bourgeoisie espagnole, crise profondément illustrée par la faillite du gouvernement Arias Navarro et son incapacité à faire prévaloir un projet politique cohérent. Alors que la plupart des organes de presse s'étaient fait timidement l'écho des pressions internationales en faveur de mesures de clémence, dès le soir des exécutions on a assisté à un alignement sans défaillance derrière Franco de tous les secteurs du régime, quelles qu'aient été jusque là leurs vellétés d'opposition.

La presse, la radio et la télévision se sont lancées dans une campagne hystérique de soutien au régime, au point que l'on aurait pu se croire revenu 30 ans en arrière.

L'exaltation d'un nationalisme forcené, la dénonciation ardente du communisme et de la franc-maçonnerie, c'est bien l'esprit de la croisade des années de la guerre qui animait le discours à peine audible du dictateur devant les 200.000 personnes rassemblées sur la Plaza del Oriente à Madrid pour fêter le 39<sup>e</sup> anniversaire du régime franquiste. L'ampleur de cette manifestation est liée d'abord aux mesures prises pour assurer son succès -- qu'il s'agisse du drainage systématique de la population à plusieurs centaines de kilomètres à la ronde, ou de la fermeture de toutes les entreprises, petites et grandes de la capitale, ou le fait que les fonctionnaires et les employés de l'Etat se voyaient gratifiés d'un jour de congé. Mais il faut y voir

aussi, plus qu'une nouvelle base de masse du régime qui se serait miraculeusement reconstituée, l'adhésion de couches relativement importantes de la petite-bourgeoisie traditionnelle, les mêmes qui au Portugal se sont dressées contre la révolution.

Il ne faut pas s'y tromper, ce qui s'est produit au début de septembre, c'est un revirement brutal de la politique du régime et pas une simple inflexion momentanée pour satisfaire les ultras.

La récession économique commence seulement à frapper de plein fouet la société espagnole avec son cortège de chômage et de misère. Impuissant à écraser un mouvement de masse dont le Pays Basque est la pointe avancée, ce régime perd tout projet à long terme et ne se préoccupe plus que de sa survie. Il est capable de tuer encore, mais non pas d'enrayer sa propre chute. Les quelques ponts construits à grand peine pour favoriser une évolution en douceur du régime sont aujourd'hui coupés.

Dans les prochains affrontements, dans la nouvelle grève générale au Pays Basque -- véritable deuil national qui a reçu l'adhésion de centaines de milliers de travailleurs -- se montre l'éminence du moment où le renversement de la dictature sera à l'ordre du jour. A vouloir faire dépendre l'évolution de la situation de la seule mort prochaine de Franco ou d'une hypothétique initiative de l'état-major transmettant le pouvoir à Juan Carlos, le PCE et le PSOE ne font que prolonger l'agonie d'une dictature qui sombre dans la barbarie.

3.10.75

## *les réactions de la bourgeoisie internationale*

L'assassinat "légal" de cinq prisonniers politiques par la dictature franquiste a provoqué non seulement des réactions importantes au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire européen, mais a également entraîné des réactions étonnamment fortes de la part de plusieurs gouvernements social-démocrates dans quelques pays capitalistes. La plupart des gouvernements européens ont rappelé leur ambassadeur à Ma-

drid "en consultation" à l'exception du gouvernement Giscard d'Estaing qui attendit plus de 4 jours après les exécutions pour annoncer qu'il retenait pour consultation l'ambassadeur de France à Madrid - (celui-ci étant déjà à Paris pour "raisons personnelles"). Le régime de Franco riposta en rappelant la plupart de ses ambassadeurs dans les capitales européennes. Plusieurs Premiers Ministres, Joop Den Uyl



de Hollande et Olaf Palme de Suède par exemple, dénoncèrent le dictateur sénile espagnol en termes rarement utilisés au niveau "gouvernemental" par des hommes d'Etat bourgeois. Le président mexicain Echeverria proposa d'expulser l'Espagne des Nations Unies jusqu'à ce qu'il y ait un changement de régime.

Quelle est l'explication de ces violentes réactions qui vont bien au-delà de tout ce qui se passa lors de la condamnation à mort des nationalistes basques durant les procès de Burgos en 1970 ou quand Salvador Puig Antich fut garrotté en 1974 ?

Tout d'abord les réactions de masse parmi le mouvement ouvrier organisé et la classe ouvrière en général furent beaucoup plus larges et universelles cette fois, exerçant ainsi une plus grande pression sur les institutions politiques dans les pays bourgeois démocratiques européens. La campagne systématique de préparation et de mobilisation par des comités unitaires animés par des organisations d'extrême-gauche et les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, produisit de bons résultats et sensibilisa plus que par le passé l'opinion ouvrière. Les gouvernements d'Europe de l'Ouest auraient dû payer un prix extrêmement élevé s'ils avaient ignoré la vague de révolte et de mobilisation qui traversa le mouvement ouvrier. Ils choisirent de ne pas payer ce prix.

Deuxièmement, depuis la politique infâme de "non-intervention" du gouvernement français de Front populaire de Léon Blum (1936-37) durant la guerre civile espagnole, la dictature franquiste en particulier et la "question espagnole" en général ont représenté la "mauvaise conscience" de la social-démocratie européenne. L'Espagne offre également aux leaders sociaux-démocrates une bonne occasion de parler "gauche" sans trop s'engager à grand chose. Une dénonciation violente d'une dictature dans un autre pays leur permet de détourner l'attention de leurs propres responsabilités dans l'attaque

contre les droits démocratiques dans de nombreux pays européens où ils participent au gouvernement : par exemple la législation répressive mise en place par le gouvernement social-démocrate en Allemagne de l'Ouest où les mesures de gel des salaires prises par le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne. A cette occasion, cependant ( les cinq assassinats en Espagne ), la violence des réactions de masse les obligèrent à faire quelque chose, à aller au-delà des dénonciations purement verbales. Le retrait des ambassadeurs semblait une bonne porte de sortie, permettant d'éviter des propositions d'actions de masse plus radicales, telles le boycott systématique par les syndicats, la fin de toute collaboration militaire, financière et commerciale, l'embargo que les exportations d'armes, etc.

Troisièmement, la place particulière occupée par le mouvement nationaliste basque dans la lutte anti-franquiste et la participation de nombreux membres des rangs inférieurs du clergé rend les organisations ouvrières catholiques (qui ont un poids non négligeable dans des pays comme la Hollande, la Belgique, la France et l'Italie) extrêmement sensibles à cette question. Ceci représente un grand changement par rapport à la situation qui existait lors de la guerre civile espagnole, quand le clergé international apportait son soutien unanime à la croisade anti-ouvrière de Franco. Cette fois-ci, un secteur significatif du mouvement ouvrier catholique ajouta sa pression à celle des partis sociaux-démocrates et communistes et à celle de l'extrême-gauche, forçant ainsi les gouvernements ouest-européens à faire des actions publiques plus fortes que d'habitude en "désapprobation" des crimes de Franco.

Quatrièmement, la bourgeoisie ouest-européenne a tiré certaines leçons importantes de l'expérience portugaise. Elle comprend que c'est une grave erreur que de laisser au mouvement ouvrier organisé le monopole de la lutte contre la dictature franquiste. Elle s'attend à la chute de cette dictature et elle veut que cette chute ait lieu dans des conditions présentant un maximum de garanties pour le maintien d'un Etat bourgeois et d'une économie capitaliste en Espagne, permettant à des formations politiques bourgeoises fortes d'apparaître dans le pays. En accentuant l'isolement international de la dictature et en causant quelques dommages aux intérêts commerciaux de la bourgeoisie espagnole, les capitalistes du Marché commun espèrent pousser les cercles capitalistes espagnols à assurer une succession rapide du dictateur.

Ironiquement, le principal avantage à court terme fut remporté par le secteur du capital international qui est le plus cynique face aux crimes de Franco : l'impérialisme US. Les capitalistes américains sont restés silencieux face à ces crimes alors que la vague de protestation s'étendait dans toute l'Europe. Ils étaient en train de préparer l'étape finale de leurs négociations avec le régime franquiste pour le renouvellement de l'alliance militaire américano-espagnole. Vu l'isolement momentané du régime espagnol en Europe, le prix que les franquistes avaient espéré tirer du renouvellement des locations des bases US en Europe a baissé.

L'hypocrisie des défenseurs européens de la "démocratie" contre Franco est prouvée par le fait que bien que de nombreux ambassadeurs aient été retirés de Madrid, aucun gouvernement n'a envisagé de se retirer de l'OTAN, qui à travers les bases militaires US, maintient la collaboration la plus étroite avec l'armée espagnole.



# la solidarité internationale



Rome

## ITALIE

Les événements espagnols ont eu de grandes répercussions en Italie avant et après l'exécution des militants de l'ETA V et du FRAP. En réalité, durant tout le mois de septembre, se sont succédées des manifestations, qui par leur ampleur et leur caractère militant ont rappelé les mobilisations pour le Vietnam dans la plus forte période de mobilisation. Des manifestations ont eu lieu dans pratiquement toutes les villes importantes et dans de nombreux centres plus petits.

A Rome, une première manifestation regroupant quelques milliers de participants fut organisée par le PCI le 4 septembre. Le 6 septembre, une manifestation analogue, plus ou moins de la même ampleur fut organisée par l'extrême-gauche. Au cours de la manifestation, un membre du secrétariat national du syndicat CGIL, appartenant au Manifesto-PDUP et

Alain Krivine qui se trouvait alors à Rome ont pris la parole, parmi d'autres. Une autre manifestation de masse a eu lieu le 17 septembre avec la participation du Parti communiste, du Parti socialiste et des organisations d'extrême-gauche. Il y avait entre 8 et 10.000 participants. Durant toute la semaine qui précéda les exécutions, les organisations d'extrême-gauche ont organisé des piquets sur la place d'Espagne, faisant appel à la solidarité avec la lutte du peuple espagnol contre le franquisme et collectant des signatures contre les exécutions.

Le jour de l'annonce des exécutions, les trois organisations les plus importantes de l'extrême-gauche -- Lotta Continua, Manifesto-PDUP, Avanguardia Operaia --, avec les Gruppi comunisti internazionali, section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, et d'autres organisations d'extrême-gauche avaient prévu une manifestation nationale pour le Portugal à Rome, la manifestation a surtout été centrée



sur l'Espagne. Pendant six heures, un cortège d'environ 30.000 personnes a défilé dans le centre de la ville dans une atmosphère très combative. Cette manifestation était ouverte par plusieurs centaines de soldats masqués en uniforme. Quelques actes de vandalisme accomplis par de petits groupes contre des magasins qui ne constituaient en aucune façon des objectifs politiques, et autour desquels la radio et la télévision ont cherché à développer une campagne de dénigrement systématique, ont été dénoncés par les organisateurs eux-mêmes. Au même moment, se déroulait non loin de là, une manifestation convoquée par le PCI et le PSI avec la participation de représentants du PSDI (Parti social-démocrate) du PRI (Parti républicain) et même de la démocratie-chrétienne. On compte qu'il y avait environ 5000 participants. L'orateur démocrate-chrétien s'est fait violemment sifflé.

Au stade olympique, avant le début du match de football Finlande-Italie, les 60.000 spectateurs ont observé une minute de silence en mémoire des victimes et un grand nombre ont scandé : "Espagne libre !"

Le 27 septembre également, des manifestations eurent lieu dans de nombreuses autres villes. Deux manifestations à Milan -- l'une appelée par les partis traditionnels et les syndicats et l'autre par l'extrême-gauche -- rassemblèrent plusieurs milliers de personnes.

Le 2 octobre a eu lieu une grève générale d'un quart d'heure décidée par les trois centrales syndicales unies. Dans l'après-midi de la même journée eurent lieu de nouvelles manifestations dans diverses villes, la plus importante se déroulant à Rome.

Les travailleurs des ports ont développé des actions de boycott contre les bateaux espagnols et des actions semblables ont été menées dans les aéroports contre des avions de la compagnie Iberia. A Rome et dans d'autres villes, quelques cars espagnols ont été brûlés.

## FRANCE

L'annonce de la confirmation des peines de mort contre les cinq militants basques et espagnols a déclenché une puissante vague de protestation dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire français. Vague qui s'est amplifiée face au silence total, pour ne pas dire la complicité ouverte, du gouvernement Giscard d'Estaing.

Dès le jeudi soir, les 2500 participants au meeting que la LCR avait organisé à la Mutualité sur le Portugal sortaient en manifestation à minuit dans les rues du quartier latin aux cris de "Franco fasciste, assassin". Le vendredi 26 dès la fin de l'après-midi à l'annonce de la confirmation des peines de mort,

un rassemblement spontané se forma devant l'ambassade fortement gardée par les policiers de Giscard-Poniatowsky, rassemblement qui grossit au fil des heures, avec l'arrivée de militants français et espagnols. Il faut noter qu'une petite manifestation organisée par le PC et la JC fut dissoute place de la Concorde et n'approcha jamais de l'ambassade.

Vers 10 heures, des heurts se produisirent avec les policiers utilisant abondamment les gaz lacrymogènes et plusieurs milliers de personnes partirent en manifestation sur les Champs-Élysées et dans les quartiers environnants. Jusqu'à trois heures du matin, des milliers de manifestants marchèrent dans les rues de la capitale pour crier leur haine du régime franquiste. Au passage tous les offices et représentations diverses du régime fasciste espagnol en France furent détruits. De violentes attaques de la police dispersèrent la manifestation à 3 heures du matin alors qu'elle tentait de rejoindre l'ambassade.

Le samedi 27 septembre après l'annonce des exécutions, la manifestation organisée par l'extrême-gauche pour le Portugal, dans le nord de Paris se transforma en manifestation anti-franquiste militante. Elle se déroula de la République à la gare de l'Est, après quoi, les organisateurs demandèrent aux participants de rejoindre les délégations syndicales qui se rassemblaient à la même heure sur les Champs-Élysées. Vers 6 heures la police lança de violentes attaques, dispersant les manifestants dans les rues avoisinantes. La presse et la radio mirent tout l'accent sur la destruction de 150 vitrines de magasins sur les Champs-Élysées, à l'initiative de groupes étrangers à la manifestation et pour certains directement organisés par la police. Le pouvoir tenta ainsi de dénaturer la puissante mobilisation anti-franquiste et de faire oublier son attitude honteuse de véritable béquille du régime franquiste.

Les organisations syndicales appelèrent le lundi 29 septembre à une grève générale de 5 minutes, largement suivie et le jeudi 2 octobre à des actions de boycott contre l'Espagne.

Le lundi 29 septembre au soir, une manifestation réunit près de 100.000 personnes à l'appel des partis de gauche traditionnels et de l'extrême-gauche. Là encore, le régime Giscard montra son vrai visage en lançant violemment ses policiers contre cette puissante manifestation alors que Poniatowsky laissait entendre qu'il faudrait peut-être interdire ces manifestations démocratiques.



## SUEDE

La mobilisation de solidarité avec les prisonniers politiques espagnols commença assez tardivement en Suède, pour une raison particulière : jusqu'au 22 septembre, l'activité des organisations révolutionnaires et des partis réformistes fut centrée autour de l'organisation d'une manifestation de solidarité avec le Chili (voir le compte-rendu dans ce numéro d' "Inprecor"). Il y eut cependant quelques petites manifestations et une campagne de propagande qui préparaient une riposte beaucoup plus large.

Le 27 septembre, jour de l'exécution des cinq prisonniers, il y eut une manifestation de près de 8.000 personnes devant l'ambassade d'Espagne. Cette manifestation était appuyée par 11 organisations politiques et mouvements de solidarité en réponse à un appel du Comité de solidarité Espagne anti-fasciste. Les principaux mots d'ordre et banderoles dans la manifestation étaient : A bas Franco ! Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Rupture des relations diplomatiques ! Face à l'ambassade les cinq prisonniers assassinés furent salués par 5 minutes de silence absolu, que même la police n'osa pas rompre en arrivant sur la scène de la manifestation. Les manifestants adoptèrent une résolution condamnant le régime franquiste qui devait être remise à l'ambassadeur. Mais celui-ci refusa d'ouvrir la porte. Ceci déclencha une explosion de colère et des heurts avec la police quand les manifestants tentèrent de traverser les barricades.

L'ambassade fut ensuite obligée d'ouvrir ses portes et la résolution put être remise. Il faut signaler la présence d'un certain nombre de personnes âgées dans la manifestation, ce qui montre que le souvenir de la guerre civile espagnole reste profondément enraciné; de nombreux vétérans de la guerre civile y participèrent.

Dans l'ensemble du mouvement ouvrier, il y a eu une forte réaction qui s'est manifestée par des actions de grève et de boycott. De nombreux syndicats ont adopté des déclarations de solidarité avec les victimes de la répression en Espagne. A Arlanda, l'aéroport de Stockholm, les ouvriers et employés firent grève contre trois avions espagnols qui devaient partir pour l'Espagne le samedi 28 septembre. Mais ce fut une grève passive qui permit à l'équipage espagnol de s'occuper lui-même de l'enregistrement des passagers et des bagages. Cependant le départ fut de beaucoup retardé. Certains syndicats envisagent des actions directes. Le syndicat du transport, le syndicat des pilotes et le syndicat des employés ont décidé un boycott de 3 jours (3-5 octobre) de tous les avions en partance

pour l'Espagne; ceci empêchera environ 10.000 personnes de partir pour l'Espagne.

Les dirigeants de tous les partis politiques ont fortement condamné les exécutions. De même tous les quotidiens du pays. A la tribune du Congrès du Parti Social-démocrate suédois, le premier ministre Olaf Palme a lancé une très violente attaque contre le gouvernement espagnol. "La chose la plus étonnante" a-t-il déclaré "c'est que ces fieffés assassins puissent continuer à agir comme ils le font. Après la deuxième guerre mondiale on parlait beaucoup de construire une nouvelle Europe fondée sur la démocratie. Mais l'Europe porte toujours cette infection du passé". Il attaqua également l'attitude de l'OTAN : "C'est étrange qu'ils prétendent défendre la démocratie en achetant des bases militaires aux fascistes".

## SUISSE

Dès le mois d'août, à l'annonce de l'ouverture de procès en Espagne, un vaste mouvement de solidarité s'est développé dans les principales villes de Suisse : chaque semaine, des manifestations des occupations d'églises ont été organisées. Le Consulat d'Espagne à Zurich et l'ambassade d'Espagne à Berne ont été occupés par des militants anti-franquistes la semaine qui a précédé les exécutions.

Partout où cela a été possible, la Ligue marxiste révolutionnaire a impulsé les comités unitaires les plus larges. Là où l'unité n'a malheureusement pas pu être réalisée, nous avons pris nous-mêmes les initiatives que la campagne de solidarité exigeait.

A l'annonce de la décision du Conseil des ministres de confirmer les peines de mort, la riposte du mouvement de solidarité a été immédiate et s'est amplifiée. Partout, des mobilisations ont été organisées et elles ont regroupé plusieurs milliers de participants. Les principales manifestations furent les suivantes :

La Chaux-de-fonds : manifestation de plus de 1000 personnes organisée par le Parti socialiste, le Parti du travail (Parti communiste), les organisations syndicales, la LMR.

Zürich : manifestations de 2000 personnes qui s'est terminée devant le Consulat d'Espagne.

Bâle : occupation du Consulat d'Espagne.

Lausanne : manifestation de 1500 personnes après l'occupation d'une place au centre de la ville pendant la nuit de vendredi à samedi.

Lugano : manifestation de 1500 personnes, occupant le Consulat d'Espagne et brûlant tous les documents qui s'y trouvaient.

Genève : c'est dans cette ville que s'est déroulée la plus importante manifestation; elle a regroupé plus de 1500 personnes. Après avoir parcouru les rues de la ville et lancé des pots de peinture contre les façades d'une agence commerciale espagnole, les manifestants se sont





dirigés vers le Consulat qui était protégé par d'importantes forces de police. Un affrontement en résultait, affrontement dont la responsabilité incombe entièrement aux forces de police genevoises. A Lugano, où la police s'était prudemment abstenue d'intervenir, l'occupation du Consulat et l'autodafé des documents se sont faits sans heurts.

Les mobilisations contre la répression en Espagne ont connu une ampleur sans précédent dans toute la Suisse. Plus important encore, les organisations du mouvement ouvrier y ont apporté leur soutien dans bien des cas, même si, souvent, celui-ci s'est avéré plus verbal que réel, en particulier dans l'organisation unitaire de la mobilisation. Une chose est claire : l'activité permanente et le refus de céder aux pressions attentistes dans les divers comités locaux a permis de forcer une partie du mouvement ouvrier à appuyer et à participer aux mobilisations.

Si ces manifestations ont été importantes, elles ont connu une faiblesse essentielle : elles ont été organisées à l'échelle locale sans qu'une coordination réelle à l'échelle nationale ait été possible. Or, aujourd'hui, pour permettre une extension du mouvement de solidarité, il est indispensable de renforcer, mais aussi de coordonner l'initiative et la mobilisation des comités locaux sur les axes suivants :

- dénonciation de tous les crimes du franquisme, de tous les procès fabriqués, de toute peine de mort, pour la libération de tous les prisonniers politiques, contre l'état d'exception, la loi "anti-terroriste".
- soutien aux luttes des travailleurs, des paysans pauvres et de tous les opprimés en Espagne.
- mobilisation de toutes les forces possibles pour exiger la rupture immédiate des relations diplomatiques avec la dictature.

Ce dernier point est particulièrement important. Le gouvernement suisse est un des seuls

gouvernements européens à ne pas avoir pris de positions publiques avant les exécutions. Cela s'explique notamment par les intérêts économiques qui lient la Suisse à la dictature, en particulier les exportations d'armes : après l'Iran, l'Espagne est le pays où la Suisse exporte le plus d'armes.

Pour permettre cette extension du mouvement de solidarité les militants marxistes révolutionnaires avancent aujourd'hui la perspective d'une manifestation nationale pour le samedi 11 octobre à Berne et mettent tout en oeuvre pour réaliser l'unité d'action la plus large avec toutes les forces du mouvement ouvrier, chaque fois que cela est possible, mais en comprenant aussi que l'initiative des militants anti-franquistes les plus décidés sera capable aujourd'hui d'entraîner derrière elle les autres forces du mouvement ouvrier et d'élargir ainsi le front contre la dictature sanguinaire.

## HOLLANDE

Le 26 septembre au soir, il y eut des manifestations de solidarité devant les Consulats espagnols à Amsterdam et Utrecht, devant l'Ambassade à La Haye et devant un Bureau officiel du Travail espagnol à Eindhoven. Le bureau de Eindhoven fut occupé par les manifestants. Le piquet devant le Consulat d'Amsterdam dura toute la nuit. La manifestation de La Haye fut la plus importante avec plus de 1000 participants. En général ces manifestations, qui furent organisées en l'espace d'un temps très court, furent des actions unitaires entre l'IKB (section hollandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), les maoïstes, certains membres du PC, des social-démocrates de gauche, des centristes.

Le 26 septembre au soir, le 1er ministre social-démocrate Joop Den Uyl appela à une manifestation unitaire de masse pour le 27 septembre. Le samedi 27 au matin, il y eut une manifestation de 1500 personnes à Eindhoven.



Un comité unitaire mobilisa 1000 personnes à Amsterdam. Dans ces deux villes le PC s'opposa aux manifestations en appelant à la manifestation nationale d'Utrecht l'après-midi du même jour.

Environ 10 000 personnes participèrent à cette manifestation. Mais les organisations réformistes qui ne s'attendaient pas à une aussi grande participation n'avaient pas prévu d'infrastructure matérielle (pas même de sonorisation adéquate). En conséquence de quoi, un front uni des organisations révolutionnaires (parmi lesquelles l'IKB) prit la direction d'une partie importante de la manifestation, lançant ses principaux slogans : boycott de l'Espagne ! Leur lutte est la nôtre ! Solidarité internationale ! Mort au fascisme ! Espagne rouge ! Quand Den Uyl demanda aux manifestants de se disperser, environ 5000 personnes refusèrent et suivirent les révolutionnaires dans une manifestation militante à travers la ville.

## ALLEMAGNE

L'étendue de la mobilisation, les différentes actions de protestation qui se sont déroulées au cours du week-end des 27/28 septembre furent dans la tradition de notre mouvement de solidarité avec le Chili en Allemagne de l'Ouest. Durant les semaines qui ont précédé l'assassinat des cinq prisonniers politiques, des dizaines de "comités contre la peine de mort en Espagne" sont apparus, la plupart à l'initiative des groupes d'extrême-gauche et des groupes de réfugiés espagnols. Dès la fin août il y eut des manifestations, des grèves de la faim, des actions de protestation et l'occupation de l'ambassade d'Espagne à Düsseldorf, dans lesquelles le GIM (Gruppe internationale marxisten, section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale) prit une part active. Il y eut donc une certaine organisation et préparation, bien qu'elle soit restée éparpillée. Mis à part les groupes d'exilés espagnols, cependant, aucune organisation d'extrême-gauche n'avait fait de la solidarité avec l'Espagne le centre de son activité. Le GIM, ainsi que de nombreux autres groupes était engagé dans l'organisation de la solidarité avec le Portugal. Le KBW, qui est la plus forte organisation d'extrême-gauche, avait lancé une campagne sectaire - mais non sans succès - contre la loi sur l'avortement et ne se joignit à la campagne de solidarité avec l'Espagne qu'au dernier moment. En conséquence, la plupart des mobilisations sur l'Espagne furent improvisées.

Le 26 septembre, à l'annonce de la confirmation des peines de mort, il y eut des réunions et des manifestations spontanées dans différentes villes. A Francfort, 2000 personnes manifestèrent devant le Consulat. Un groupe d'ouvriers espagnols occupa la fameuse Pauls-

kirche (Eglise St Paul) où l'assemblée constituante de 1848 eut lieu. Les manifestants qui étaient au Consulat se rendaient à la Paulskirche pour défendre l'occupation. La police attaqua les manifestants avec des gaz lacrymogènes et les canons à eau. Il y eut 50 arrestations. Un camarade espagnol fut blessé.

Les mobilisations se poursuivirent durant le week-end. Le 27 septembre, une manifestation de 4000 personnes organisée à Francfort en solidarité avec la révolution portugaise fut transformée en une manifestation anti-franquiste militante. A Essen il y eut une manifestation de 1000 personnes; 2000 personnes à Munich (y compris la section locale des Jeunes socialistes); 1000 personnes à Berlin. A Hanovre, une manifestation de 900 personnes en solidarité avec le Portugal fut partiellement transformée en manifestation anti-franquiste.

Le dimanche 28 septembre, environ 1000 personnes manifestèrent à Bonn. L'ambassade espagnole était gardée par des tanks ! De nombreuses églises furent occupées (A Hambourg par exemple). A Aix-la-Chapelle 200 ouvriers et militants espagnols et allemands occupèrent la cathédrale. La Gedächtniskirche (Eglise du souvenir) fut occupée à Berlin. A Heidelberg il y eut une grève de la faim et une occupation de la Heilgeist-kirche (Eglise du St Esprit).

Malheureusement, un nombre très limité d'ouvriers participèrent à ces mobilisations. Après l'appel lancé par la Fédération syndicale mondiale à Genève, le DGB (Confédération syndicale allemande) appela à une "grève générale" de 2 minutes le 2 octobre !

Au cours des semaines passées, un groupe de 48 députés socialistes avaient lancé une protestation contre les sentences de mort. Le DGB envoya un télégramme de protestation à Franco. Même certains politiciens bourgeois (le président de la CDU, Kohl) et le Cardinal Döpfner de Bavière, appelèrent à la clémence sur des "bases humanitaires".

## GRANDE-BRETAGNE

L'exécution de cinq militants anti-fascistes en Espagne a déclenché une vague importante de solidarité en Grande-Bretagne comme dans le reste de l'Europe.

Le jour de l'exécution, environ 800 militants espagnols et anglais ont réalisé une manifestation spontanée dans les rues de Londres.

Le lundi suivant, la conférence du Parti travailliste adopta à l'unanimité une résolution déclarant sa "haine et sa condamnation des condamnations à mort". Cependant elle ne lança aucun appel concret à des actions de solidarité.

Parlant à la Conférence, Jack Jones, dirigeant



du principal syndicat anglais (syndicat des transports - TGWU) qui représente 1.250.000 travailleurs, appela au "harcèlement sans répit" de la dictature franquiste. Il expliqua que cela signifiait "arrêter et retarder le chargement et le déchargement des bateaux espagnols, le chargement et le déchargement des camions espagnols, le chargement et le déchargement des avions espagnols".

Alors que Jones ne montra aucun signe de sa volonté de traduire ces belles paroles en actions en publiant un appel officiel à ses membres, plusieurs groupes importants d'ouvriers ont décidé d'arrêter toute circulation des marchandises espagnoles.

Un meeting de masse de 2000 dockers du port de Hull a voté le boycott de tout le commerce avec l'Espagne "jusqu'à la fin du régime de Franco". A Heathrow, le principal aéroport de Londres, les délégués d'ateliers votèrent de boycotter les lignes aériennes espagnoles d'Ibèria "indéfiniment".

Les téléphonistes de nuit du standard international de Londres ont décidé de boycotter tous les appels vers ou en provenance de l'Espagne.

D'autres travailleurs des transports ont annoncé leur soutien aux 48 heures de boycott des marchandises espagnoles auxquelles a appelé la Fédération internationale des travailleurs des transports pour les 2 et 3 octobre. Parmi ceux-ci, des travailleurs de l'aéroport de Stanstead, le principal syndicat des cheminots - (Syndicat national des travailleurs des chemins de fer) - et le syndicat des Transports et Manœuvres, qui contrôle les transports des docks et les transports routiers.

## DANEMARK

Avant et en particulier après les élections, il y a eu une condamnation quasi-unanime du régime franquiste. Avant la fin des procès contre les militants basques et espagnols il y eut plusieurs manifestations à Copenhague dont une de 500 personnes la veille des exécutions. Le jour des exécutions un regroupement spontané de plusieurs centaines de personnes se rassembla devant l'ambassade tôt le matin. Plusieurs fenêtres de l'ambassade furent brisées par la foule en colère.

Dans l'ensemble, ces assassinats ont reçu une violente riposte. Le Premier Ministre socialiste Anker Jorgensen a fortement condamné les actions du régime franquiste dans une déclaration et rappela l'ambassadeur danois à Madrid. La presse a également réagi violemment et même certains journaux bourgeois ont demandé un boycott total de l'Espagne.

Le 29 septembre les travailleurs du port de Copenhague ont refusé de décharger et de charger tout bateau arrivant d'Espagne ou partant en Espagne. De plus la direction du Syndicat national des transports a décidé de répondre à l'appel de la Fédération internationale des transports pour un blocage total de 48 heures de toutes les liaisons avec l'Espagne, bateaux, trains, camions, avions.

Le large sentiment en faveur d'un boycott contre l'Espagne est centré autour de deux buts :

1) Tous les voyages touristiques vers l'Espagne. Les grandes agences de voyage organisent des voyages pour environ 100.000 touristes en Espagne. Un boycott dans ce domaine serait un coup efficace contre l'économie espagnole.

2) Il y a un match de football entre le Danemark et l'Espagne le 12 octobre. Un refus d'y participer de la part des danois serait interprété comme une action de protestation et de solidarité avec tous les opposants à la dictature franquiste.

## Stockholm







## INTERVIEW D'UN SOLDAT DU S.U.V.

Inprecor: Le SUV est apparu pour la première fois publiquement lors d'une conférence de presse à Porto, conférence qui lança un appel à la manifestation du 10 septembre. Peux-tu nous expliquer comment est né le SUV ?

SUV : Le SUV est apparu dans la région militaire du nord pour des raisons qui sont propres à cette région. Dans le Nord, l'ennemi se profilait clairement, la montée de la réaction était évidente. Cela a permis une unité d'action dans les casernes pour y riposter. Ainsi, initialement, cette unité d'action s'établit entre les militants du PCP, de l'extrême-gauche (MES, FSP, PRP-BR, LCI, LUAR), et ceux de l'UDP.

Les premiers pas de ce mouvement remontent, en fait à la mi-juillet, au moment où la crise politico-militaire éclate avec force. Des soldats, sergents et officiers miliciens ont commencé à se réunir afin d'organiser l'échange des informations sur l'activité contre-révolutionnaire croissante des officiers au sein des différentes unités du nord. Ces derniers visaient essentiellement à expulser des casernes les soldats et officiers miliciens qui s'étaient illustrés dans les luttes.

Cette épuration, pour laquelle les officiers réactionnaires ne cherchaient même pas de prétexte disciplinaire, frappait ce qu'ils appelaient les "éléments partidaires et divisionnistes", c'est-à-dire les militants révolutionnaires. C'est ce qui se passa notamment au CICA (Centre d'instruction des conducteurs automobiles), au RIP (Régiment d'infanterie de Porto), à Viana de

Castelo (près de Porto), au CIDE (Centre d'instruction des opérations spéciales) de Lamego. Cette offensive révéla le manque d'organisation des soldats pour s'y opposer.

La première initiative consista à dresser une liste complète des cas de répression, afin de mettre au point les modalités d'une riposte.

Le général de brigade Corvacho devint le point de mire de la droite. Corvacho commandait la région militaire du Nord. La droite l'accusait d'être communiste. Il avait, de façon plus conséquente que la majeure partie des officiers de gauche du MFA pris parti pour les organes de "pouvoir populaire".

Par exemple, il avait protégé le Conseil municipal de Porto, qui de fait, est un organe de contrôle de la Commission administrative (Mairie). Il est composé des représentants des CM, des CT, de représentants syndicaux et de délégués des ADU (Assemblées de délégués d'unités de l'armée). De plus, Corvacho avait mis en place un appareil de vigilance dans l'armée, en liaison avec des CT et CM, pour lutter contre les commandos fascistes de l'ELP et du MDLP, assez actifs dans le nord.

Au travers de Corvacho, la réaction visait donc les organes populaires autonomes et les luttes des soldats. Elle comprenait que la présence de Corvacho rendait plus difficile cette tâche.

La coordination que nous avons mise en place, nous permet de recouper les informations et



d'avoir la certitude que la réaction avait monté un véritable centre de commandement parallèle, avec des réunions secrètes des officiers de carrière. Nous avons appris qu'au cours d'une de ces réunions, auxquelles participait la quasi-totalité des officiers de la région, le limogeage de Corvacho de la région militaire fut décidé à une majorité d'environ 80%.

Les officiers du cadre permanent présentèrent cette décision comme émanant de l'ensemble des unités du Nord. Pour démontrer leur opposition à Corvacho et faire pression sur l'Etat-major général, ils décidèrent de consigner sept unités du Nord, au moment même où Corvacho se trouvait à Lisbonne pour participer au Conseil de la Révolution. Or, selon le règlement, un tel ordre ne peut être donné que par le commandement de la région militaire, c'est-à-dire Corvacho lui-même.

Nous avons réagi immédiatement contre leur prétention de parler au nom de la région militaire, alors que 95% des effectifs (soldats, officiers miliciens, sergents) n'avaient été en aucune manière consultés et pour cause ! Nous étions même conscients que les mesures de consigne pouvaient aboutir à des affrontements dont les soldats feraient les frais.

Tout ceci nous incita à nous organiser à un niveau supérieur. Nous n'étions pas disposés à servir de chair à canon pour le règlement de dissensions entre clans d'officiers, dont on voulait nous cacher les tenants et aboutissants. Nous nous refusions à ce que des officiers parlent au nom de la région militaire, sans s'être expliqués devant des assemblées générales d'unité ou une assemblée générale de la région militaire qui, seule, pouvait exprimer la position de la région militaire et prendre des décisions.

C'est sur ce thème qu'est sorti le premier tract du SUV. Nous mettions l'accent sur le fait qu'un des objectifs de la réaction consistait à rétablir la discipline dans l'armée, en concentrant son offensive sur le Nord qu'elle considérait comme une de ses bases solides. Il ne faut pas oublier que, parallèlement aux mesures d'épuration, se développait une vague réactionnaire trouvant un appui social dans diverses couches de la petite-bourgeoisie, entre autres, le petit paysannat. Ces attaques fascistes frappaient le PC, les organisations révolutionnaires, les

syndicats et aussi les organes de "pouvoir populaire". Par exemple, à Braga, les fascistes attaquèrent le marché du peuple, où les usines autogérées viennent vendre leurs produits.

La réaction a donc développé une véritable stratégie à l'échelle de la région. Elle voulait absolument réintroduire une discipline de fer dans les casernes, afin de pouvoir utiliser plus facilement les soldats contre les travailleurs et leurs propres organisations.

---

Inprecor : Comment les soldats réagirent-ils pendant cette vague fasciste de l'été ?

---

SUV : A cette époque la réaction de diverses unités était loin d'être positive. Par exemple, les soldats du RIB ( Régiment d'infanterie de Braga), auxquels les fascistes payaient à boire en leur expliquant que les communistes voulaient confisquer les terres des paysans, marchèrent derrière les meneurs fascistes, saccagèrent les locaux du PCP et même frappèrent des militants. Il faut souligner d'une part que le recrutement est effectué sur une base régionale, c'est-à-dire que ces soldats sont pour la plupart des fils de paysans de la région et d'autre part que ce jour-là, l'encadrement, y compris les officiers miliciens, était fort réactionnaire.

La caserne de Braga, le RIB, était commandé par un officier qui se trouvait au coeur de la conspiration réactionnaire contre Corvacho : le colonel Soarès. En outre, les soldats issus du paysannat du nord n'ont aucune tradition de lutte, à la différence de ceux de l'Alentejo. Enfin, depuis le 25 avril, le sort des paysans, de leur famille ne s'est guère amélioré, quand il ne s'est pas aggravé.

Pourtant, parmi ces soldats, nombreux furent ceux qui participèrent à la manifestation du SUV le 10 septembre à Porto.

---

Inprecor : Comment expliques-tu ce changement ?  
On peut comprendre que les soldats les plus radicalisés et politisés aient immédiatement combattu la réaction, mais comment expliquer la rapide radicalisation de ces soldats non politisés et fortement influencés, comme à Braga par la réaction ?

---

SUV : Les conquêtes des soldats, depuis avril de l'année passée, se sont développées de façon très inégale. Elles ont pratiquement été arrachées caserne par caserne. Ainsi, dans certaines casernes, la composition d'origine ouvrière des soldats, une tradition de lutte et d'organisation liée au mouvement ouvrier ont permis d'aller assez loin dans la transformation de la vie à l'intérieur des casernes. A Lisbonne particulièrement, les soldats ont même imposé leur propre forme d'organisation. Mais cela est encore fort limité.

Dans le Nord et dans l'intérieur, majoritaires sont les casernes, dans lesquelles aucun changement substantiel ne s'est opéré depuis avril 1974 et parfois même aucun changement du tout ! Braga représente une des casernes de ce type. Les différences sont donc énormes entre les casernes.

Initialement, le SUV est lié à l'initiative d'éléments d'avant-garde, souvent militants d'organisations révolutionnaires qui ne disposèrent pas immédiatement d'une influence de masse.

C'est à partir des besoins exprimés par les sol-



ats de répondre à l'oppression issue de la discipline militariste et d'un système hiérarchique hérité du fascisme, ainsi que des conditions de vie matérielles misérables, etc., que la radicalisation s'opéra. C'est dans la capacité à exprimer en termes revendicatifs ces aspirations et à les lier à la lutte contre la réaction que le SUV s'est établi comme une organisation de masse.

Jusqu'au début de l'année 1975, l'initiative des luttes appartenait aux CT et au CM, etc.. En un certain sens, les soldats sont en retard. Cela est dû en grande partie au prestige trompeur du MFA. Cela s'exprimait entre autres par le mythe que : "Nous tous, officiers du MFA, soldats sommes révolutionnaires, il faut respecter la discipline, cela constitue notre force". Ce prestige a bloqué le mouvement revendicatif des soldats.

Mais les soldats ont commencé à se fatiguer de cette phraséologie "révolutionnaire" qui les empêchait de posséder leurs propres instruments de revendication et d'expression au sein de l'armée qui ne leur donnait pas la parole sur les principales questions politiques à l'ordre du jour.

Ainsi, surgirent des revendications centrées sur l'augmentation de la solde et la gratuité des transports. En effet, un seul voyage dans leur famille suffisait, pour beaucoup, à engloutir la quasi-totalité de la solde. De même, apparurent les revendications concernant la qualité de la nourriture, les différences entre celle des soldats, celle des sous-officiers, celle des officiers.

Sur la base de telles revendications, la lutte et les méthodes de combat des travailleurs purent pénétrer dans l'armée, en mettant à profit la crise d'autorité généralisée. Alors, les officiers parlèrent d'agitation dans l'armée!

Ce type de radicalisation a permis de mettre en cause - et cela était essentiel - le MFA.

---

Inprecor : Pourquoi et comment s'opéra cette rupture avec le MFA ?

---

SUV : Pour nous, soldats, lorsque nous revendiquions, nous trouvions en face de nous des officiers, dont une partie était membre du MFA. Ces officiers non seulement appliquaient pour beaucoup la discipline militariste mais se montraient incapables de satisfaire nos revendications.

Cela a suscité chez les travailleurs en uniforme, une distanciation face au MFA que les travailleurs civils, entrés antérieurement dans la lutte, ne ressentait pas aussi nettement.

Tout ceci nous a facilité la tâche et a accru notre audience dans de larges couches de soldats, dans la région (le nord). Cette méfiance s'accrut aussi à partir du thème : "Nous sommes trompés, les officiers parlent en notre nom, jamais nous n'avons été consultés!" Ce fut important pour dénoncer les tentatives d'ins-

trumentalisation des soldats par la droite contre les travailleurs et aussi contre d'autres soldats. Ces explications se combinaient avec une propagande montrant la nécessité de riposter aux conspirations de la réaction.

---

Inprecor : Tu as bien montré quelles étaient les bases propices à la création des SUV. Mais comment le pas a-t-il été franchi d'une sorte de coordination de militants pour échanger des informations à un réel mouvement de masse ?

---

SUV : On a rapidement constaté la sensibilisation des soldats aux thèmes que nous développons. Mais nous ne présentions aucune garantie organisationnelle, leur assurant que notre mouvement pourrait prendre en charge les revendications et les défendre contre la hiérarchie. Il fallait donc définir un type d'expression de cette combativité latente qui donne, par la suite, une confiance aux soldats dans leur capacité d'auto-organisation.

Une manifestation centrale à Porto, capable de drainer toutes les forces de la région militaire nous est apparue comme le moyen le plus efficace. En une quinzaine de jours, nous avons organisé la manifestation.

L'appel à la manifestation ne fut pas restreint aux casernes. Nous nous sommes adressés directement aux organisations autonomes des travailleurs afin qu'elles soutiennent notre mouvement. La réponse que nous avons reçue de leur part indiquait combien elles espéraient une telle initiative. Elles attendaient une riposte face à un danger réactionnaire qu'elles voyaient se rapprocher sans que rien, apparemment ne s'y oppose. Une certaine crainte commençait à se répandre parmi les travailleurs. La manifestation du 10 septembre modifia ce climat, les soldats n'agiraient plus comme à Braga!

Il faut comprendre qu'en deux mois, après juin, le climat se modifia très rapidement dans le Nord. Alors qu'auparavant, les membres du PPD et surtout du CDS, pouvaient difficilement manifester publiquement leur adhésion politique à la réaction, en août, ils se promenaient dans les rues de Porto en portant ostensiblement les emblèmes de leur parti. Pour coller des affiches, les militants des partis ouvriers devaient organiser leur défense contre des attaques des nervis de la droite, les stands de vente du PCP, du MDP étaient brûlés sur la place Delgado, des provocateurs cherchaient à empêcher la vente des journaux dans la ville elle-même.

La riposte des soldats a cassé, du moins pour l'instant, cette offensive réactionnaire.

Après notre conférence de presse du 7 septembre des CM s'adressaient avec naïveté au quartier général pour dire : " Nous avons entendu à la radio l'appel du SUV, nous venons



ici pour apporter notre soutien et savoir ce que l'ont peut faire pour aider à préparer la manifestation". Ils allaient dire ça à des officiers réactionnaires !

Inprecor : Aviez-vous prévu une réponse aussi massive, aussi bien des soldats que des travailleurs ?

SUV : Ce fut la plus grande manifestation de Porto depuis le premier mai 1974. La réponse dépassait considérablement nos espérances. Il y avait environ trente mille travailleurs, beaucoup disaient plus. Il y avait 1500 soldats. C'était la plus grande manifestation de soldats dans tout le Portugal. De Coimbra, 71 soldats sont venus. De Braga, bien que nous n'ayons pas fait de propagande à l'intérieur de la caserne par faiblesse d'organisation, ce sont plus de trente soldats qui sont venus. Après le service, à 17h30, ils ont fait 80km pour venir à la manifestation, bien qu'ils aient l'obligation de rentrer à la caserne avant 10h30. Ceci représentait une des victoires les plus grandes de la manifestation. De toutes les casernes à 80 ou 100 km de Porto des délégations sont venues parfois en réquisitionnant des camions militaires, comme à Lamego (à 50km de Porto).

Des délégations mandatées de Lisbonne vinrent nous apporter l'appui des soldats du RALIS (Régiment d'artillerie de Lisbonne), de la PM (Police militaire), du BRT ( Brigade de transmission). La manifestation n'a pas eu qu'un impact régional, elle a eu un effet sur la situation politique nationale.

Après la manifestation, la confiance parmi les soldats avait rapidement crû. Ils venaient de toutes les casernes prendre contact et poser le problème de l'organisation du SUV dans la leur. Nous sommes alors passés à la mise sur pied d'une organisation réelle de masse, apte à organiser les soldats dans les casernes, à permettre la coordination et la diffusion du matériel dans les casernes. Ce n'est évidemment que le début, nos faiblesses sont grandes et la hiérarchie nous frappe déjà, comme on pouvait s'y attendre.

Inprecor : Dans les casernes qu'elles ont été les conséquences de la manifestation ?

SUV : Au CICA 1 de Porto (Centre d'instruction des conducteurs automobile), où nous avons été incapables de riposter à des mesures d'épuration il y a quelques semaines, où les officiers étaient très réactionnaires, il y a eu la plus belle manifestation de soutien aux travailleurs chiliens le 11 septembre.

A 13h 45, trois cents soldats et recrues sont allés chercher des armes à l'arsenal, se sont rassemblés avec ces armes, sans autorisation, dans la cour de la caserne. Sur un rang, ils ont fait une minute de silence en l'honneur des travailleurs chiliens, puis ils ont crié :

"Vive les travailleurs chiliens". Le commandant est alors accouru, accompagné de ses officiers. L'un d'eux s'écria à l'adresse des soldats : "Vous être en train de vous faire manoeuvrer". Alors tous ensemble, les soldats ont repris un des mots d'ordre de la manifestation : "Réactionnaires, hors des casernes". Au Quartier Général de Porto, il y a trois réfectoires différents pour les soldats, les sous-officiers et les officiers. Trois jours après la manifestation, des soldats sont venus calmement au restaurant s'installer à la table des officiers. Le lendemain, tous les soldats occupent le réfectoire des officiers. Depuis ce jour une lutte est menée pour supprimer les différents réfectoires et les unifier.

Les officiers réactionnaires s'opposent durement à cela, comme ils sont opposés à des foyers communs. Ces réactionnaires sont incapables de développer un argument pour défendre leur attitude, ceux qui leur fournissent des arguments, ce sont des officiers qui se disent de gauche et qui affirment : "Il ne faut pas marginaliser ces officiers, cela est très dangereux. Il faut être tactique. Il faut renoncer à ces revendications, sans quoi vous allez repousser ces officiers définitivement du côté de la réaction.

Inprecor : Que représentent les structures mises en place par le MFA, comme les ADU ( Assemblées de délégués d'unité) par rapport aux "Commissions de soldats" que le SUV cherche à faire naître, à stimuler ?

SUV : L'ADU est un type de représentation qui existe dans toutes les casernes, obligatoirement. Cet organe est ainsi composé : 50% de soldats normalement, l'autre moitié est constituée par les sous-officiers et officiers miliciens et par les officiers et sous-officiers professionnels. La présence du commandant est imposée. Dans la mesure où il y a 50% de soldats et dans la mesure où les plus combattifs accèdent souvent à ces fonctions (dans la plupart des cas, ils ne sont pas élus), les ADU sont comme une pierre dans la botte des officiers. Elles déséquilibrent le système hiérarchique. Pour cette raison, nous travaillons dans les ADU. Nous nous y battons pour faire comprendre que ces ADU ne peuvent pas mener jusqu'au bout la tâche de défense des soldats.

Beaucoup de courants politiques avaient de fortes illusions sur les possibilités des ADU. Aujourd'hui le SUV marque une rupture largement comprise avec ce type d'organisme et lutte pour la constitution de "commissions de soldats" autonomes, pour reprendre la dénomination utilisée par les travailleurs dans les entreprises et les quartiers.

Ces commissions doivent représenter la volonté des soldats exprimée en assemblée générale; elles doivent être élues et révocables.

A Lisbonne, les liens entre les soldats et les CT,



les CM se faisaient et se font encore, par le biais des ADU. Cela possède une certaine ambiguïté. Mais vu la combativité des travailleurs, la crise très profonde de la hiérarchie dans cette région, la liaison entre organes autonomes des travailleurs et ADU dépassa quand même le projet du MFA. Dans le reste du pays par contre, les ADU prennent des mesures disciplinaires et deviennent des conseils disciplinaires. Dès lors, dans ces cas, elles peuvent devenir des canaux d'intégration des CT, des CM, des AP, contre leur autonomie. Il est donc très important de lutter pour la création de réels organes autonomes des soldats.

---

Inprecor : Mais ne risquez-vous pas d'éloigner des soldats une couche d'officiers qui leur a déjà manifesté sa solidarité ? pensez-vous les gagner pratiquement à votre projet ?

---

SUV : La pratique prouve déjà qu'en apparaissant comme une alternative claire en face des hésitations et des concessions du MFA, le SUV peut en déterminer un nombre non négligeable à passer du côté des soldats et des travailleurs. Pour atteindre ce but nous mettons l'accent sur : le refus par les officiers de toutes mesures de répression contre les soldats, l'affirmation que la lutte contre la réaction ne peut être l'oeuvre que des soldats et des travailleurs unis. Dans la mesure où ils répondent dans la pratique à ce type de critères, nous considérons qu'ils donnent les assurances pour les intégrer dans notre action. Des dizaines d'entre eux nous ont déjà rejoint.

---

Inprecor : Le VI<sup>e</sup> gouvernement affirme ouvertement sa volonté de restaurer la discipline dans l'armée, quelles mesures prend-il contre vous ?

---

SUV : Dès les premiers tracts du SUV, un ordre fut donné par le chef d'état-major, Fabiao, de rechercher et de ficher les "agitateurs" du SUV. Après la manifestation, un message semblable, adressé à tous les commandants d'unité demandait de ficher tous les participants à la manifestation de Porto. Dans les casernes, des listes circulaient déjà faisant le recensement des possibles "meneurs".

Devant le développement du SUV, et notamment sa création à Lisbonne, le Conseil de la Révolution a immédiatement mis à son ordre du jour la question de la crise dans l'armée et du SUV. Le CR indique déjà quel va être l'angle d'attaque : le SUV divise l'armée et sert la réaction. On sait par exemple que le deuxième bureau de l'état-major, dans le nord, vient de placer en tête de ses priorités la recherche des membres du SUV et met au second plan la recherche des membres de l'ELP et de leurs liens avec le CDS.

A Mafra, deux camarades ont été emprisonnés parce que des officiers avaient trouvé dans leur casier des tracts du SUV. Ils furent

envoyés au fort de Trafaria, près de Lisbonne. La riposte s'organise déjà pour leur libération (1). Ce matin même, les soldats de l'EPI (Ecole pratique d'infanterie) de Mafra se sont réunis dans la cour de la caserne. Il y a eu une véritable bataille rangée entre eux et les officiers, dont le commandant, qui tentaient de les empêcher de manifester pour la libération de leurs deux camarades : un sergent et un soldat. Bien que le SUV ne soit qu'une création très récente, la force de la riposte exprime la sensibilité des soldats aux revendications avancées et la volonté de les défendre. Ainsi, des soldats du Centre (Coimbra) vinrent au Nord pour chercher des tracts afin d'organiser la défense de nos deux camarades. Spontanément, dans une série de casernes où nous n'avions pas de contacts, des initiatives identiques furent prises.

---

A Porto au Quartier Général, le SUV a déjà commencé à répondre à l'accusation de divisionnisme. Il réclame une assemblée générale dont le point essentiel soit : "Pourquoi cherche-t-on le SUV?". Dans le tract distribué, la réponse est fournie : "On cherche le SUV parce que c'est une organisation partidulaire". Pourtant les officiers peuvent sans cesse s'exprimer, ils peuvent s'organiser, comme cela est prouvé dans le Nord. Si aucune accusation n'est portée contre eux, c'est tout simplement parce qu'ils sont membres du parti des galons. Nous revendiquons, nous aussi, en tant que travailleurs sous l'uniforme le droit de nous organiser".

---

Inprecor : L'un des mots d'ordre d'appel à la manifestation du SUV de Lisbonne le 25 septembre, est : "Travailleurs, soldats, auto-défense populaire". Pourquoi ?

---

SUV : Le gouvernement veut restaurer à tout prix la discipline dans l'armée parce qu'il pense déjà à s'en servir contre les travailleurs, pour ramener l'ordre dans la société et stabiliser le capitalisme.

Nous disons aux soldats que notre propre organisation, la riposte que nous pouvons opposer à la politique du gouvernement de rétablir la discipline dans l'armée est seulement possible si les travailleurs sont aussi capables de résister sur le plan militaire.

Notre propagande sur l'auto-défense insiste sur le rôle central des CT et des CM et leur jonction avec les soldats. Cette tâche d'auto-défense est une question de plus en plus pressante.

---

Inprecor : Quelles sont vos perspectives immédiates ?

---

SUV : Dans l'immédiat, il s'agit de donner une structure nationale à notre mouvement. La conférence de presse donnée à Lisbonne le 21 septembre et la manifestation du 25 septembre doivent permettre de faire ce bond en avant. Tout laisse croire que la manifestation de Lis-



bonne sera encore plus grande que celle de Porto.

Si le SUV est apparu dans le Nord, la raison en est simple : la nécessité de lutter contre la réaction se fit sentir plus ouvertement. Le développement du SUV au Sud va nous permettre d'élever le niveau revendicatif, de clarifier les positions politiques d'ensemble face à la question d'une confrontation avec le pouvoir, d'utiliser et de généraliser les expériences très avancées de lutte des casernes de la région de Lisbonne.

Porto, le 23 septembre 1975

FSP : Front socialiste populaire

LCI : Ligue communiste internationaliste

# manifeste du S.U.V.

1) Le SUV (Soldats unis vaincront!) est un front unitaire anti-capitaliste et anti-impérialiste qui surgit au moment où la réaction fasciste s'organise de nouveau, utilisant les hésitations et les divisions introduites parmi les travailleurs, ainsi que la politique des gouvernements qui n'ont pu ni n'ont voulu défendre les justes revendications exprimées dans les luttes des ouvriers et des paysans dont nous, soldats, faisons partie.

2) A plusieurs reprises déjà, nous avons fait des concessions à la bourgeoisie, particulièrement en subordonnant notre lutte à l'alliance avec le MFA, mouvement d'officiers qui, à cause de ses contradictions et hésitations dans le passé, sert aujourd'hui une politique contre-révolutionnaire. Ceci nous a valu non seulement l'abandon et l'hostilité de couches importantes de la population (notamment de nos frères paysans), mais aussi la démoralisation de nombreux combattants dans nos rangs et l'engourdissement face à l'offensive réactionnaire dans et hors des casernes.

Le SUV se fixe pour tâche de déclencher une offensive autonome sur une base de classe :

- Pour lutter pour une vie démocratique dans les casernes, en imposant l'élection et le fonctionnement démocratique des ADU (As-

(organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale).

LUAR : Ligue d'unité d'action révolutionnaire.

MES : Mouvement de la gauche socialiste.

PRP-BR : Parti révolutionnaire - Brigades révolutionnaires.

UDP : Union démocratique populaire (maoïste)

ELP : Armée de libération portugaise

MDLP : Mouvement démocratique de libération du Portugal (dirigé par Spínola)

(1) La manifestation du SUV, du 25 septembre à Lisbonne devait libérer deux jours après cette manifestation de soldats de Mafra, les deux emprisonnés. Ce sont quarante mille personnes qui défilèrent derrière quatre mille soldats en uniforme.

semblées des délégués d'unité), la libre circulation de la presse et de la propagande ouvrières et populaires et la réalisation d'assemblées générales de soldats chaque fois que nous le demanderons);

- Pour lutter pour la constitution de commissions de soldats - organes du pouvoir dans les casernes des travailleurs en uniforme - élues et révocables à tout moment en assemblées générale des soldats;

- Pour stimuler et approfondir la liaison avec les organes de pouvoir populaire (commissions de travailleurs, conseils de village, commissions de moradores), renforçant le pouvoir des exploités à travers les Assemblées populaires.

- Pour l'expulsion des officiers réactionnaires.

- Contre toutes les tentatives d'épuration des militaires progressistes.

- Pour l'amélioration des conditions de vie des soldats (contre la solde de misère, pour les transports gratuits, pour un réfectoire et une nourriture communs, contre la discipline militariste).

3) Le SUV lutte avec tous les travailleurs pour la préparation des conditions qui permettront la destruction de l'armée bourgeoise et la création du bras armé du pouvoir des travailleurs : l'armée populaire révolutionnaire.

- TOUJOURS, TOUJOURS AUX COTES DU PEUPLE; VOILA NOTRE DEVISE !

- OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS ET MARINS, UNIS NOUS VAINCRONT !



# appel du S.U.V. aux travailleurs et soldats européens

Nous, prolétaires portugais, vivons aujourd'hui des moments particulièrement difficiles de notre lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie, le capitalisme et l'impérialisme.

Un an et demi après la chute de la dictature fasciste, la réaction capitaliste redouble ses attaques dans les usines, dans les champs, dans les quartiers et les casernes, utilisant soit la démagogie insidieuse, soit la violence terroriste ouverte, mais toujours avec le même objectif : stopper les progrès de l'alliance des ouvriers, paysans, soldats et marins, conduisant à l'instauration du pouvoir des travailleurs; empêcher à tout prix l'abolition des privilèges de classe obtenus par l'exploitation et l'oppression; éviter sa disparition comme classe dominante.

De puissantes armes sont encore en la possession des bourgeois et des capitalistes; deux sont particulièrement menaçantes si nous ne savons pas les combattre à temps. La première serait notre désunion, notre incapacité de mener à bien notre offensive autonome sur une véritable base de classe, notamment en soumettant notre lutte à l'alliance avec le MFA, mouvement d'officiers, dont les contradictions et les hésitations nous ont valu l'abandon et l'hostilité de couches importantes de la population, surtout rurale, la démoralisation de nombreux combattants dans nos rangs, l'engourdissement devant l'offensive réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur des casernes.

Nous devons savoir faire face à ce danger avec notre organisation de classe, brisant ainsi la hiérarchie militariste et contestant globalement le pouvoir de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie dont l'armée est partie intégrante. La création du SUV (Soldats unis vaincront) et la manifestation qu'ils ont convoquée à Porto le 10 septembre représentent déjà un pas important dans ce

sens, surtout si l'on considère que cette formidable riposte de 50 000 travailleurs (parmi lesquels 1 500 soldats et marins en uniforme, malgré l'escalade des manoeuvres et la répression militariste) s'est déroulée dans une région qui est le centre de l'offensive terroriste et de la démagogie réactionnaire.

La seconde arme puissante aux mains de nos ennemis de classe est sans doute l'important soutien international dont ils bénéficient. C'est là le fruit de la communauté d'intérêts qui lie les exploités du monde entier. Cette arme, ce potentiel contre-révolutionnaire de l'impérialisme, l'histoire récente nous montre comme elle est puissante et terrible. Il nous revient à nous, prolétaires d'Europe, de déterminer les formes d'un combat qui ne peut résulter que de notre solidarité de classe, de l'articulation de nos luttes nationales en un seul combat à l'échelle internationale afin que toute attaque de l'impérialisme trouve la riposte qu'elle mérite : la force indestructible de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire international.

Aujourd'hui, le Portugal, demain, l'Espagne, la France, l'Italie, etc., de difficiles combats se rapprochent. Contre l'ennemi commun notre solidarité réciproque est urgente et nécessaire; nous nous adressons à vous pour cela.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN,  
MILITANT ET COMBATTANT !  
LE PORTUGAL NE SERA PAS LE CHILI DE  
L'EUROPE !  
OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS ET MARINS,  
UNIS NOUS VAINCRONS !

SUV (Soldats Unis Vaincront)  
21 septembre 1975.



portugal



*une armée*

A.UDRY  
C.MICHALOUX

*qui dit non !*

A l'occasion de la cérémonie d'investiture, Pinheiro de Azevedo annonçait avec assurance son intention de restaurer l'autorité et la discipline dans l'armée.

Le 26 septembre, sept jours plus tard, il renouvelait avec appréhension son appel en ces termes : "Seule la discipline et la cohésion des forces armées et leur alliance avec les partis progressistes et les classes travailleuses peuvent isoler nos ennemis pour les vaincre plus facilement." C'est au nom de la lutte contre la réaction et de la "défense de la révolution" que le Premier ministre veut enrayer l'organisation autonome des soldats, restaurer le respect de la hiérarchie militaire !

Le quotidien du Parti socialiste, "A Luta", révèle le véritable sens de ces appels : "L'heure est très grave ; les forces armées se révèlent érodées par la politique, depuis le soldat jusqu'au général. Au lieu d'être un facteur d'ordre dans la société, elles sont en train de prendre des positions les plus contradictoires, sans inspirer aux citoyens la confiance indispensable et la sécurité minimale dont toute communauté doit disposer pour fournir un travail efficace et productif". (éditorial du 26.9.75)

La crise croissante de l'armée portugaise bat en brèche tout le projet d'un VI<sup>e</sup> gouvernement

de plus en plus provisoire. Il avait pourtant essayé d'accélérer le rythme des décisions, de donner une apparence de fermeté et d'efficacité. Face à la difficulté extrême d'utiliser le COPCON comme un instrument de répression, il crée l'AMI (Groupe militaire d'intervention). Contre le développement du SUV (Soldats unis vaincront!), il ordonne l'arrestation de deux militaires et le fichage des "meneurs". Face aux manifestations de l'AFDA (Association des invalides des forces armées), il fait intervenir les troupes de choc d'Amadora (commandos),

Or, point par point, il essuie des échecs. La majorité des unités devant constituer l'AMI se récusent ! Les deux militaires arrêtés sont libérés par une manifestation de soldats et de travailleurs ! Le soutien massif à l'AFDA fait un bond en avant après la tentative de répression.

La clé de voûte du projet gouvernemental, l'armée cède. Produit de l'interférence entre la montée des luttes, le mouvement d'auto-organisation et la crise des structures hiérarchiques, le mouvement des soldats, parti en deuxième position, devance dans la période actuelle les mobilisations ouvrières et populaires. Par son existence spectaculaire, il peut faciliter une nouvelle montée ouvrière. Dans un tel contexte le manque d'une direction révolutionnaire, capable d'indiquer une issue politique à la crise



et d'unifier de larges secteurs de la classe ouvrière, est ressenti par des couches importantes de travailleurs.

## Bas les pattes devant le SUV!

Après la manifestation du 10 septembre à Porto (voir interview d'un membre du Secrétariat du SUV dans ce numéro), l'état-major comprit tout de suite le danger.

Il ne se contenta pas de mettre son problème du SUV à l'ordre du jour du Conseil de la révolution, de faire procéder au fichage des soldats ayant manifesté, il décida de frapper des soldats de façon exemplaire. En effet, il prit prétexte de la simple détention de tracts par des soldats pour les mettre aux arrêts. L'état-major choisit pour cela une caserne où le niveau de mobilisation des soldats était relativement peu élevé.

Sa déconvenue fut complète. Le lendemain de l'arrestation du caporal Pinto et du fourrier Figueiredo, de l'EPI (Ecole pratique d'infanterie de Mafra), les soldats de la caserne descendaient dans la cour aux cris de : "Libérez nos camarades!", "Réactionnaires hors des casernes!" Ne sachant pas que leurs deux camarades avaient été transférés au fort de Trafaria, près de Lisbonne, ils s'avancèrent vers la prison de la caserne pour les libérer. Les officiers qui tentaient de s'interposer firent les frais de la détermination des soldats. Manu militari, ils furent écartés. Le commandant dut convoquer une assemblée générale de la caserne; il fut accueilli aux cris de "fascistes hors de la caserne".

La solidarité avec les deux soldats emprisonnés devait vite franchir les murs de Mafra. Des motions de soutien seront votées dans de nombreuses casernes, des télégrammes sont envoyés à l'état-major et au Conseil de la révolution exigeant la libération immédiate des soldats.

A Moscovide-Sacavem, région où Figueiredo était un militant anti-fasciste connu, une manifestation organisée par les CT et les CM, en collaboration avec les soldats, s'est tenue devant l'EPSM (Ecole pratique de Service et Matériel de Sacavem). Soldats de l'EPSM et travailleurs demandèrent la libération immédiate de Pinto et Figueiredo. Le commandant de l'EPSM affirma son soutien à cette initiative. Pourtant, quelques jours plus tard, il faisait signer une motion dans les rangs des officiers du cadre permanent pour limoger les officiers et sous-officiers miliciens radicalisés, restructurer le régiment. Les soldats, ayant eu connaissance de cette motion, exigèrent la tenue d'une assemblée générale où, devant le commandant et les officiers, ils déchirèrent la motion! Il comprit peut-être alors, les limites de la démagogie.

## Le SUV a vaincu, le SUV vaincra!

Face à ce mouvement de solidarité et à la réaction des soldats de Mafra, le général Fabiao, chef d'état-major, soutient et justifie les décisions du commandement de l'EPI et il dévoile son véritable objectif : la liquidation du SUV. Il déclare : "Le SUV est une organisation étrangère aux organes qui structurent le MFA dans les unités militaires. La punition infligée par le commandant de l'EPI à deux militaires de cette unité entre dans les normes disciplinaires des forces armées. Cette sanction a été motivée par le fait que ces militaires faisaient de la propagande et distribuaient des tracts à l'intérieur de la caserne, tracts d'une organisation étrangère aux structures du MFA dans l'unité. La cohésion et la discipline des forces armées sont des éléments indispensables à leur existence et leur capacité d'opération au service d'une révolution véritablement socialiste".

Les 4000 soldats et 40.000 travailleurs défilant dans les rues de Lisbonne le 15 septembre à l'appel du SUV infligèrent un démenti à Fabiao. Ils proclamèrent haut et fort que c'est le MFA, et non le SUV, qui est étranger à une révolution véritablement socialiste.

Aucune référence au MFA parmi tous les mots d'ordre de cette manifestation. Le slogan inscrit sur la banderole de tête, portée symboliquement par des ouvriers, des paysans et des soldats, "Ouvriers, paysans, soldats et marins, unis nous vaincrons!" remplaçait celui de l'habituelle "Alliance peuple-MFA".

Arrivée sur la place du parc Edouard VII un orateur du SUV demande aux manifestants de se retrouver le lendemain aux portes de Trafaria à quinze kilomètres de là, pour exiger la libération des deux soldats de Mafra. Une réponse spontanée et unanime surgit : "Aujourd'hui, tout de suite!"

Les orateurs du SUV demandent alors aux chauffeurs des bus de la compagnie Carris, présents à la manifestation, ainsi qu'aux conducteurs de camions militaires de se présenter pour prendre le volant des bus que les manifestants allaient réquisitionner dans un dépôt voisin. Ainsi, plusieurs milliers de manifestants se rendirent à Trafaria. A 2h 30, Otelo de Carvalho devait signer l'ordre de libération des deux soldats, accueillis par une clameur : "Le SUV a vaincu, le SUV vaincra!"

Cette première victoire devait avoir des répercussions profondes à Mafra d'abord. Le 1er octobre une Assemblée générale de soldats débata une proposition de l'exclusion de tous les officiers réactionnaires et du commandant de la caserne et propose l'élection d'un caporal à sa place. Le mot d'ordre du SUV, "Réactionnaires hors des casernes", repris par les soldats de Mafra le 23 septembre, manifeste une tendance à se concrétiser.



Cette tendance s'exprime déjà dans d'autres casernes. Au RPM (Régiment de police militaire de Lisbonne), unité dans laquelle de nombreux officiers sont très radicalisés, une assemblée générale tenue le 24 septembre vote une résolution où l'on trouve notamment le point suivant : "L'assemblée accepte (avec une entière satisfaction) la proposition de renvoi des officiers réactionnaires qui, dans un effort désespéré, tentent de provoquer des divisions au sein de l'unité".

C'est ainsi que les soldats et officiers révolutionnaires du RPM répondirent aux accusations de divisionnisme lancées par les Fabiao et de Carvalho.

## Les invalides séquestrent le gouvernement !

Le 29 septembre, le Premier ministre décide d'envoyer la troupe pour occuper la Radio-télévision portugaise (RTP), Radio Renascença (RN), Radio Clube portugues (RCP) et l'Emissora Nacional (EN).

Officiellement, la première raison de l'occupation militaire est la suivante : "Ce qui a commencé par se présenter comme de simples mouvements revendicatifs et qui méritaient un traitement juste a fini par culminer dans l'occupation des installations de l'émetteur national (station émettrice officielle) et dans une tentative de séquestrer le gouvernement lui-même, réuni en séance de travail dans la résidence du Premier ministre. A la suite de cette escalade, il était prévu, selon les déclarations des porte-paroles du mouvement eux-mêmes de paralyser toute la vie de la capitale".

Le gouvernement fait allusion ici à la lutte menée par les soldats et officiers membres de l'AFDA, association qui regroupe trente mille blessés de la guerre coloniale portugaise. Ces derniers, exaspérés par l'inexistence de toutes mesures sociales ont engagé un mouvement revendicatif dès le 13 septembre.

Le seul moyen dont ces grands blessés disposaient, pour se faire entendre, est le recours à des actions spectaculaires qui alertent la population. Ainsi, sur leurs chaises roulantes, ils bloquèrent les trois péages des autoroutes à l'entrée de Lisbonne, pour laisser passer gratuitement toutes les voitures. Ils reçurent l'appui des employés du péage. Ensuite, ils occupèrent l'Emissora Nacional. Les travailleurs de cette station leur donnèrent la parole et les associèrent régulièrement à la rédaction des bulletins d'information. Enfin, ils décidèrent d'occuper le Palais de Sao Bento, siège de l'Assemblée constituante et du gouvernement. Tout au long de leur lutte, ils reçurent l'appui de nombreuses unités militaires et, en particulier l'aide matérielle de la Police militaire (voitures nourriture, habits, hébergement). Ce sont donc ces grands blessés de guerre, am-

putés pour la plupart qui "sequestraient" le gouvernement et menaçaient Lisbonne de paralysie !

En réalité, Pinheiro de Azevedo, Antunès, Fabiao, Zehna... craignaient que les formes de propagande utilisées par l'AFDA soient reprises par d'autres secteurs en lutte. Jusqu'alors, la radio - sous la pression des employés des stations - informait largement la population sur les différentes luttes. Avec l'AFDA un pas était franchi : ceux qui étaient en lutte prenaient directement la parole, avec la collaboration des travailleurs de la radio. Ceci pouvait démultiplier l'impact des luttes, empêcher leur isolement, au moment où le gouvernement envisageait d'instaurer la paix sociale. Demain, après les soldats de l'AFDA, ceux du RALIS, du RIOQ, de l'EPI, de Mafra, le SUV prendraient la parole devant des centaines de milliers de travailleurs. Voilà le séquestre que craignait le gouvernement !

La solidarité active de la PM avec l'AFDA augurait d'une telle éventualité. Ce n'est donc pas un hasard si la deuxième raison essentielle, invoquée par le gouvernement, désigne les forces armées : "Dans tous ces événements, il fut possible de détecter un dénominateur commun : l'intention de miner les fondements de la discipline et de l'ordre, particulièrement au niveau des FA qui constituent la réserve morale de la nation. Un pays dans lequel les organes d'information se permettent de détruire les fondements civiques et moraux d'un pacte social multi-séculaire cesse d'exister".

Ces déclarations, dignes d'un de Gaulle doivent se faire au nom de la "révolution socialiste", vu la situation sociale. "Le socialisme et la justice sociale, devoirs imprescriptibles du MFA et du gouvernement ne se construisent pas sur l'anarchie". La juxtaposition de ces deux affirmations est significative des formes que peut revêtir le conservatisme de la classe dominante dans une montée révolutionnaire.

## Occuper pour faire taire ou pour laisser parler ?

Dès l'annonce des ordres d'occupation, la résistance se manifesta au sein de l'armée, à l'échelle nationale.

Au CIAAC (Centre d'intervention anti-aérien de Cascais) un officier refuse l'ordre de mission contre Radio Renaissance. Au commandant qui lui intime de choisir entre l'obéissance et la prison, il rétorque : "Je vais rejoindre les piquets de défense populaire qui protègent la RR". Les soldats du CIAAC, dans l'après-midi du 29 septembre, se solidariseront avec les travailleurs de RR. Ils refuseront d'être remplacés par la PS (Police de sécurité publique) ou par d'autres troupes qui "ne partageraient pas les



mêmes conceptions qu'eux".

Au coude à coude avec les piquets populaires, ils défendent encore le jeudi 2 octobre, la station "révolutionnaire au service des ouvriers, des paysans et des soldats". Pour atteindre partiellement son objectif, le gouvernement devra recourir aux commandos d'Amadora qui, en occupant l'émetteur de Bucara, empêche RR de diffuser ses émissions. Les soldats du CIAAC ont donné une belle leçon à tous ceux qui, au nom des droits démocratiques, préconisaient le retour de RR à son ancien propriétaire : l'égilise réactionnaire et salazariste !

Les parachutistes de la DGFA (Division générale des forces aériennes), envoyés pour occuper l'EN se solidariseront également avec les travailleurs de la station qui refusent d'appliquer la censure gouvernementale sur les communiqués politiques et ceux des organes de "pouvoir populaire".

A la RCP, le RIOQ (Régiment d'intervention opérationnel de Queluz), la PM, le RTA (Régiment du train-auto) n'acceptent pas de couper les émissions de la station qui ne se plie pas au décret de censure. Les soldats du RIOQ, face à la menace de se voir remplacés par des forces de police, dans lesquelles le gouvernement a confiance (mais qu'il est périlleux d'utiliser vu leurs connotations fascistes), affirment : "Seuls d'autres soldats du RIOQ pourront prendre notre relève".

A la RTP, les soldats de l'EPAM (Ecole pratique d'administration militaire) assurent les travailleurs de leur soutien. Mais l'influence du PCP a empêché la mise sur pied d'une commission de travailleurs ayant un fonctionnement démocratique régulier. Les délégués syndicaux ne prennent aucune initiative pour associer les soldats qui y étaient prêts à une riposte contre la censure gouvernementale. Il eut été tout à fait possible de produire une émission spéciale donnant la parole aux délégués des CT de l'information et à des délégations des soldats comme cela fut fait à la RCP.

## Fils du peuple

A Porto, le mouvement de résistance contre les mesures gouvernementales se manifesta de même bien que le gouvernement n'ait pas décidé de mesures d'occupation pour les stations de la région.

La réaction des soldats du Quartier Général de la région militaire du Nord est exemplaire. Les initiatives prises par les soldats et les officiers miliciens, le débat qui se déroula entre eux et les officiers réactionnaires expriment la radicalisation et la politisation des secteurs les plus avancés du mouvement anti-militariste.

Le QG est consigné. Les soldats apprennent

que les officiers, réunis dans le "salao noble" (salon noble) sont en train d'écouter un rapport du commandant sur les raisons de cette consigne. Les 150 soldats, sergents et officiers miliciens décident de se rendre eux-aussi au "salao noble" pour discuter du rapport du commandant, le major Maia.

A peine entrés, un soldat l'apostrophe : "On n'est pas des chiens, on veut aussi savoir pour quoi on est consigné". Glorieux, le major répond : "Je ne sais pas pourquoi ! Je pense que c'est dû à la situation à Lisbonne... L'occupation des radios est correcte. Les radios dérangent beaucoup de monde et la paix sociale".

Un soldat se lève : "Ecoutez bien ce qu'il vient de dire. Parce que la radio dérange certains, on la fait occuper, on la fait taire, on fait taire la voix des travailleurs. RR et les autres radios ont en effet donné la parole aux prolétaires. Demain, parce qu'une grève dérangera certains, un patron et un capitaliste, l'armée devra occuper les usines ! Après-demain, parce que les occupations des "salaos nobres" dérangeront des officiers réactionnaires, on arrêtera des soldats".

Un soldat : "Nous sommes ici, fils du peuple, pour affirmer que nous ne tirerons jamais sur le peuple !"

Le major Maia : "Vous êtes fils du peuple ! Et moi alors je suis peut-être fils de pute ?" Puis se tournant vers un officier milicien, il lui lance : "Je sais que vous m'avez déjà accusé d'être un privilégié..."

L'officier milicien reprend la balle au bond : "Pas seulement vous, tous les officiers du cadre permanent et les officiers miliciens, nous sommes des privilégiés. Cela peut se voir dans des choses très concrètes. Lorsqu'on entre dans la caserne, les soldats doivent nous saluer. Dans la cour, ils doivent nous dire "monsieur", alors que nous les tutoyons. Ils reçoivent 250 escudos par mois, le minimum pour nous est de 4.700... les salaires de 10.000 escudos ne sont pas rares. Mais, comme me l'ont dit mes camarades soldats, ils ne nous rejettent pas en bloc de l'autre côté de la barricade. Evidemment ce n'est pas par les seuls discours "révolutionnaires et socialistes" que nous pouvons démontrer que nous sommes à leurs côtés. Il faut le prouver dans les faits et, notamment, en s'opposant à toute espèce de répression militariste contre la lutte des soldats".

Le débat continua ainsi pendant un certain temps. Les soldats déclarèrent solennellement "pour que Maia ne se trompe pas comme Carvalho, nous affirmons notre refus d'appliquer toute espèce de mesure contre les travailleurs." Maia, déprimé, s'enfuit dans les corridors en se lamentant : "Il faut que je passe à la réserve, je n'en peux plus, je n'en peux plus !"

## Un premier test

Le VI<sup>e</sup> gouvernement, le 29 septembre, tenta pour la première fois de tester dans la pratique



les possibilités d'exécution de son plan. Ce premier examen est raté, moins en raison de la mobilisation populaire qu'à cause de son incapacité à disposer de l'instrument de toute politique répressive - et il n'en a aucune autre - : l'armée.

En fait, les mesures prises ont stimulé la radicalisation dans l'armée et lui ont fait franchir un pas qualitatif aussi bien au niveau de la tendance à l'auto-organisation qu'au niveau des liaisons entre organes de travailleurs et soldats. Ceci est d'autant plus important que cette bataille - et cette défaite quasi complète - s'est déroulée autour des mass-media, enjeu d'une lutte décisive dans le cadre d'une crise révolutionnaire. La radio, la télévision pourraient devenir un instrument de la centralisation d'une offensive ouvrière, au lieu d'être l'instrument de la centralisation des énergies de la contre-révolution.

Au RIOQ, régiment qui avait voté en majorité pour le document Melo Antunès, aujourd'hui même se discute en Assemblée générale l'élection d'une "commission de soldats".

Au RALIS, s'est tenu le 30 septembre une réunion des délégués des unités militaires de Lisbonne (RALIS, RPM, RAC - Régiment d'artillerie de la côte -, Parachutistes, Fusilliers marins d'Alfeite, BRT - Brigade de recherche et de transmission-, RIS - Régiment d'Infanterie de Setubal -, DGMG - Dépôt général de matériel de guerre -, GDACI - Groupe de détection, d'alerte et de conduite de l'intervention -, EPT - Ecole pratique des transmissions -, SMA - Service du matériel aéronautique -, Fort Almada et la Marine) pour mettre en place une coordination chargée de "protéger les conquêtes des travailleurs" (A Capital 1.10.75)

Le gouvernement a du mal à réunir les troupes qui devaient constituer l'AMI du général de brigade Nuno Viriato Tavares de Melo Egidio, général qui s'est particulièrement illustré comme tortionnaire au Mozambique. En effet, le RIOQ, l'EPI de Mafra, les parachutistes et les fusilliers marins ont déjà refusé de s'intégrer à l'AMI. Par contre, c'est avec succès que commence à exister, en dehors de toutes les structures normales de l'armée, une coordination des unités de la région de Lisbonne!

Néanmoins, ceci ne doit pas conduire à l'optimisme béat. Tout d'abord, la structuration du SUV dans la région de Lisbonne n'en est encore qu'à ses débuts. La seule assurance pour lui réside dans l'émergence de "commissions de soldats". Or, si la tendance s'exprime, elle est loin d'être généralisée. Tant qu'elle n'est pas pleinement réalisée, les dangers de divisions selon les clivages politiques existent. Le PCP, au moment où surgit le SUV sans s'y opposer ouvertement, lance son propre appendice : l'ARPE ( Association révolutionnaire des soldats de l'armée de terre). L'UDP manifeste une opposition plus ou moins déclarée au SUV.

La création des "commissions de soldats" peut emprunter diverses voies (transformation d'ADU, comités nés d'une lutte contre la répression ou sur des revendications matérielles), mais elle reste un objectif impératif à atteindre pour soustraire de larges secteurs à l'emprise de la hiérarchie militaire et à ses multiples manoeuvres.

Le déphasage entre la radicalisation profonde de l'armée et les mobilisations d'ensemble des masses laborieuses est une donnée caractéristique de l'actuelle conjoncture. Certains groupes, en ne le voyant pas, en privilégiant l'existence de la radicalisation dans l'armée, tendent à développer des positions aventuristes et militaristes. Le PRP-BR n'hésite pas à dire que "l'insurrection est à l'ordre du jour". Ceci se combine avec la position des secteurs gongçalvistes, pour lesquels la lutte contre la réaction est avant tout une lutte militaire, laissant de côté l'organisation d'une auto-défense qui s'articulerait avec le développement des organes de "pouvoir populaire".

Dans le camp bourgeois, cette défaite va accélérer des décisions visant à consolider au maximum une force de frappe militaire, même restreinte, mais sûre. Le seul point marqué jusqu'à maintenant par le gouvernement est d'avoir réduit au silence RR, en faisant occuper par les troupes d'Amadora - dirigées par le réactionnaire Jaime Neves - l'émetteur de Bucara.

Cela lui indique la voie à suivre. Le retour précipité des troupes d'Angola - un contingent de 5000 soldats devrait rentrer dans les futures semaines - doit permettre de construire l'osature d'une telle force de frappe et de redonner confiance aux officiers de nombreuses unités. Le gouvernement dispose de 20.000 hommes en Angola, le 16 novembre, jour de l'indépendance de l'Angola, ils devraient en principe être revenus au Portugal. Ces troupes pourraient joindre leurs efforts à ceux de la police au sein de laquelle des remaniements sont opérés.

Dans le corps des officiers, l'accentuation de la crise du système hiérarchique va pousser à une cristallisation sur la droite de la large majorité d'entre eux, ce qui peut faciliter certaines prises de décisions gouvernementales.

A ces mesures peuvent s'ajouter des mobilisations civiles et une relance des activités para-militaires des fascistes au Nord et du terrorisme dans la région de Lisbonne, où les "pieds noirs" d'Angola fournissent une armée de réserve.

Des confrontations à un niveau supérieur et d'une violence sociale plus tranchée s'annoncent. La crise de l'armée indique déjà que les soldats seront du côté des travailleurs.

2, 10, 75



PS. La hiérarchie est passée le 3 octobre à l'offensive. Dans le CICAP (Centre d'instruction des conducteurs automobiles de Porto) un vote unanime en assemblée générale (312 pour, 6 abstentions, 0 contre) s'opposa à une

mesure d'épuration à gauche contre deux lieutenants et 5 soldats. De Lisbonne l'état-major décide de dissoudre le CICAP. Face à la résistance des soldats il fera intervenir des commandos du COPCON contre ces soldats.

# VI° GOUVERNEMENT: UNE PREMIERE DEFAITE

C. MICHALOUX  
A. UDRY

L'investissement des stations de radio et de télévision, à Lisbonne, a totalement échoué. Sur le plan militaire, les soldats des unités d'occupation se sont solidarisés avec les travailleurs de l'information (voir notre article dans ce numéro : "Une armée qui dit non !"). Sur le plan politique, le gouvernement s'est vu obligé, après trois jours, à renoncer officiellement à l'application de la censure et de se rabattre sur le décret-loi sur la presse jamais respecté jusqu'à présent.

Ainsi, l'hebdomadaire O Jornal pouvait écrire dans son éditorial du 3 octobre : "Le nouveau gouvernement s'approche de sa deuxième semaine d'existence sans avoir encore pu appliquer le minimum du programme qu'il annonçait". Le quotidien de Raoul Rego (ancien directeur de Republica), à sa manière, indique la raison essentielle de cette incapacité : "Les militaires sont payés par le peuple, tout le peuple, conservateur et révolutionnaire, pour nous donner à tous une sensation de sécurité (sic). S'ils accomplissent leur devoir de citoyens et n'exigent pas seulement des droits révolutionnaires, ils doivent exécuter la mission qui leur est confiée : c'est-à-dire maintenir la sécurité. En restant les bras croisés devant un incendie qui déshonore la communauté (allusion au refus du RALIS de protéger l'ambassade d'Espagne), ils manquent à leurs obligations de militaires et se transforment en contre-révolutionnaires (sic!) parce qu'ils laisse la communauté à la merci d'un quelconque aventurier ou criminel". (Editorial de A Luta du 2 octobre 1975).

Tous les projets annoncés avec éclat par le sixième gouvernement, dans l'immédiat, se réduisent à une seule préoccupation : reprendre l'armée en mains, pour remédier -- comme le dit le mensuel réactionnaire Economia e Finanças -- à une "situation originale : les soldats détruisent l'armée". Les réunions de

l'état-major se multiplient. Les commandants mis au chômage par leurs soldats viennent à Lisbonne chercher des recettes pour revaloriser la hiérarchie militaire.

En deux semaines, ce gouvernement est clairement perçu, par de larges masses, comme un gouvernement de droite. L'échec cuisant que lui ont infligé les soldats a joué un rôle décisif pour mettre en relief la nature de sa politique. En ce sens, l'action résolue des soldats a mis encore plus le PCP dans une position de porte à faux, avec sa politique d'après critique à Pinheiro de Azevedo.

Mais si cette défiance, cette opposition existent, le mouvement de masse, sur le plan d'ensemble, n'atteint pas un niveau d'initiative comparable à celui dont ont fait preuve les soldats. Plusieurs facteurs contribuent à contenir les masses dans une attitude encore largement d'expectative. La capitulation du PCP, de l'Intersyndicale, en est un. L'incapacité de l'extrême-gauche à fournir des objectifs concrets qui permettent à l'avant-garde large d'entraîner des secteurs plus importants en est un autre. Mais à cela s'ajoute un phénomène complexe. La première initiative importante du gouvernement est brisée par la riposte des soldats. Dès lors, l'offensive bourgeoise ne se concrétisera pas pour les masses comme une menace qui les frappe directement et ne stimule pas une contre-offensive qui leur fasse franchir un pas décisif dans le domaine de l'auto-défense ou dans celui de mobilisations généralisées et coordonnées.

La fermentation réelle qui existe n'aboutit donc pas à une centralisation des organes de "pouvoir populaire", bien qu'une tendance dans cette direction s'affirme à l'échelle de zones.

## La reconquête de la discipline

Le 30 septembre, devant la manifestation du



PS, du PPD et du PCP(m-1), le premier ministre Pinheiro de Azevedo s'écriait : "La conquête de la discipline est notre objectif principal". De Moscou, Costa Gomes lui faisait écho : "Notre indépendance est importante, mais encore plus importante aujourd'hui est la discipline, l'ordre et le respect de l'autorité" (Diario de Noticias, 3 octobre 1975).

Le Vice-Amiral et le Général sont obsédés par leurs soldats. A la veille de la manifestation du SUV (Soldats unis vaincra) à Lisbonne, sous la direction de Fabiao, 24 commandants de régions militaires se réunissaient le 24 septembre. Ils pensaient encore regonfler le MFA pour une dernière tentative de contrôle des rangs de l'armée. Ils décidaient que "Les organes du MFA au niveau des unités et des régions militaires vont être revitalisés, amplifiés, dynamisés, afin de garantir la nécessaire discipline et cohésion des Forces armées. évitant ainsi la création d'organismes parallèles dans les casernes". Croyant aux vertus miraculeuses de la contre-information, ils décident de mettre sur pied un "cabinet de presse" développant "une activité de clarification des décisions militaires auprès de l'opinion publique".

Aujourd'hui, le corps des officiers cherche à recentraliser les énergies, à retrouver sa cohésion pour créer les conditions d'une riposte plus ferme, éloignée des grandes exhortations sur la "dynamisation du MFA" qui devrait "éviter la création d'organes parallèles". En outre, il ne vise plus, pour l'instant, à reconquérir l'armée mais cherche à dégager des troupes sur lesquelles les autorités ont prises. Le 2 octobre, Pinheiro de Azevedo se réunit avec les trois chefs de l'état-major, les commandants du COPCON et de l'AMI, et les commandants de la PSP et de la GNR. Au centre de la discussion se trouve la préoccupation de réussir à constituer un regroupement d'unités "sûres" et de définir de nouvelles tâches de maintien de l'ordre pour la PSP et la GNR. Le Conseil de la Révolution avalisera ces mesures. Au soir du même jour, une "assemblée générale des délégués des officiers de la marine" -- officiers dont la réputation de "gauche" semblait établie -- approuve à une large majorité une motion d'appui aux mesures du premier ministre. Dans les considérants, il est souligné que : "La récente irruption de revendications excessives parallèlement aux incitations systématiques à l'insubordination au sein des Forces armées et à la désobéissance civique généralisée, constituent un défi frontal à la capacité du MFA et du gouvernement de conduire le pays vers le socialisme". Le texte continue ainsi : "Les actions décidées jusqu'à présent par le premier ministre et le président de la République en exercice, avec l'aval du Conseil de la Révolution et du gouvernement, ne peuvent produire un effet durable et positif que si tout l'appui, la confiance et la communauté de vue de leurs compagnons d'armes, quelle que soit

leur échelle hiérarchique, se réitèrent aux responsables supérieurs de ces décisions".

On voit combien la croissance de l'activité autonome des soldats accélère le processus de recomposition de la hiérarchie, combien ces officiers professionnels, réputés "révolutionnaires", comprennent la nécessité d'une attitude homogène face aux décisions du gouvernement. La revendication de cette assemblée, que cette motion soit diffusée par les moyens d'information, montre la valeur d'exemple que les officiers de la marine -- hier encore considérés comme des brebis galeuses par la hiérarchie militaire -- attribuent à leur position.

Ce mouvement de recomposition de la hiérarchie est porteur d'une dynamique qui pourrait rapidement déborder les tenants d'un MFA "socialisant" et laisser l'initiative à ceux qui, depuis toujours, se sont montrés partisans d'une stricte discipline militaire évacuant tout débat politique des rangs de l'armée. Ces derniers passent déjà à l'attaque. Le 2 octobre au GDACI (Groupe de détection, d'alerte de contrôle et d'interception des Forces aériennes) de Monsanto, les capitaines Sobral Costa et Sousa Fereiria ont été limogés par le commandant. Le premier est un signataire du document Melo Antunes. A juste titre, son épuration fut comprise par les soldats comme une initiative réactionnaire. En assemblée générale ils ont soutenu ces officiers et refusé d'intégrer l'AMI dont leur unité était une des composantes.

La direction du PS, dans la foulée de sa campagne pour la loi et l'ordre va jusqu'à organiser une manifestation de soutien aux commandos d'Amadora, seule troupe de choc sur laquelle le gouvernement peut compter à Lisbonne. Le PS déclare que le réactionnaire Jaime Neves est "victime d'une abjecte campagne de calomnies... Cette campagne s'intègre dans les manœuvres visant à semer l'indiscipline et la confusion dans les Forces armées, avec l'objectif de détruire certaines unités militaires et d'en mettre d'autres au service d'un groupe minoritaire putschiste. Les commandos ne sont pas réactionnaires, ils sont avec le peuple et la révolution... Elle a besoin de forces armées et disciplinées comme le sont les commandos" (A Luta, 3 octobre 1975).

Espérons que les militants du PS n'aient pas à méditer un jour ce genre de bêtise au Campo Pequeno, sous la surveillance de commandos unis et disciplinés.

## Vive l'amiral sans peur !

Face à la crise de l'armée et face à l'impuissance du gouvernement, le PS s'effraie. Pour contre-balancer les mobilisations immédiates de l'extrême-gauche contre les mesures d'occupations, est convoquée, le lendemain, une ma-



nifestation d'appui à Pinheiro de Azevedo. Le PPD ne manque pas d'y apporter son soutien. Le CDS fait de même, mais cache son emblème, à la différence du PCP (m-1) dont le contingent de 150 militants défile sous le mot d'ordre : "Pas un seul social-fasciste dans l'appareil d'Etat" ! Le PPD ne se contente plus de participer au gouvernement, pour la première fois dans la rue, depuis Palma Carlos, il l'appuie pleinement. Un mot d'ordre est repris par tous les manifestants : "Pinheiro de Azevedo, en avant, sans peur !".

Le PS est apparu comme la force la plus capable de mobiliser. En fait, ses rangs étaient plus restreints que lors des manifestations convoquées après la démission du 4ème gouvernement : 30 000 personnes au maximum. Il est vrai que ces 30 000 se sont transformées aisément en 150 000 pour les dirigeants du PS. La petite-bourgeoisie et les employés des services formaient la quasi-totalité des troupes. Sur ce terrain, le PS, à Lisbonne comme à Porto, entraîne difficilement les ouvriers. Ceux qui ont voté PS ou en sont membres le suivent dans l'activité syndicale -- où l'accent est mis sur la "démocratie syndicale" contre le contrôle bureaucratique du PCP sur l'Intersyndicale -- mais ne viennent pas soutenir le Vice-Amiral.

Sa capacité de mobilisation ressortit d'autant plus que l'extrême-gauche se montra incapable d'utiliser le potentiel de ses forces, significatives, pour riposter en termes concrets aux mesures du gouvernement, et que le PCP ordonna à ses militants de ne pas participer au rassemblement du 29 septembre devant le ministère de l'information.

Après avoir constaté que l'Amiral n'avait pu appliquer sa politique malgré le soutien du "peuple en lutte", qu'étaient sensés représenter les manifestants du PS, la direction Soares chercha à renverser la vapeur en créant de toute pièce une raison suffisamment dramatique pour que les militants démoralisés par l'inefficacité de leurs solutions se remobilisent. Dans la nuit du 1er au 2 octobre, il multiplia les appels à barrer la route, y compris par des barricades, à un mystérieux coup d'Etat d'extrême-gauche et à la montée fictive des paysans de l'Alentejo sur Lisbonne. Le PS connut ce soir-là son 18 juillet ! Les travailleurs de Porto et de Lisbonne ne bougèrent pas.

Les liens entre une partie de la base ouvrière et la direction du PS, dans cette conjoncture, se sont détendus. Ce gouvernement, leur apparaît, pour beaucoup, comme prêt à mettre en question leurs conquêtes. Le refus de satisfaire les revendications de l'ADFA, "parce que cela nous conduirait à devoir satisfaire les revendications d'autres secteurs de la société", selon les termes du ministre socialiste Almeida Santos, a joué un rôle dans les doutes sur-

gis au sein des rangs ouvriers du PS sur la politique d'un gouvernement à majorité socialiste.

C'est ici que le sectarisme de l'extrême-gauche concourt à ne pas élargir les fissures. En effet, le dominante de la politique du FUR (Front d'Unité Révolutionnaire) consiste à affirmer que "pour écraser le fascisme, il faut vaincre la social-démocratie". Le FUR est incapable de comprendre les contradictions existant entre le projet du PS de stabiliser une démocratie bourgeoise formelle, avec les tâches de répression qui en découlent, ainsi que les rapides débordements sur la droite, et sa composition largement ouvrière à l'échelle nationale. Le sectarisme du FUR, comme l'ostracisme des militants du PCP envers les travailleurs du PS, ne permettent pas de transformer leurs doutes en une défiance radicale envers le gouvernement et la direction social-démocrate.

## L'occupation militaire pour l'ordre démocratique

Face aux mesures d'occupation, le PCP resta les bras croisés. Dans un communiqué daté du 29 septembre il déclare que des "mesures d'une telle gravité et répercussion dans la situation politique actuelle complexe et dangereuse, ont été prises sans aucune consultation du PCP qui possède à la fois une force politique influente et certaines responsabilités gouvernementales". Le PCP, face à une épreuve de force centrale, a reculé très rapidement. Il s'est empressé de mettre fin aux intentions de grève générale évoquées par des secteurs de l'Intersyndicale le 29 au matin. Un seul mot d'ordre à ses militants : "Ne sortez pas !". Alors que les travailleurs de la radio et de la télévision n'avaient évidemment pas fait appel à la troupe, le PCP déclare en termes abstraits et ambigus : "Des mesures d'intervention militaires peuvent se justifier pour la défense de la révolution (thème universel évoqué par Azevedo et Soares !) et de l'ordre démocratique".

L'essentiel de la politique du PCP réside dans la double affirmation de la nécessaire unité du MFA, où les gonzalvistes trouvent leur place, et d'une redistribution des postes ministériels qui permettrait de redoubler "l'autorité des organes de pouvoir" et susciterait un "élargissement réel de leur base d'appui".

L'éditorial de Avante affirme : "Pour l'établissement d'une véritable autorité et discipline dans les Forces armées, la structuration du MFA exige non pas la consommation d'une rupture entre secteurs qui, en dépit de leurs différences d'opinion, se trouvent avec le processus révolutionnaire, non pas les positions hégémoniques de telle ou telle tendance et une ligne de répudiation des autres, accompagnée d'une épuration à gauche, mais le rapprochement et la réu-



nification des principales tendances en vue de défendre les libertés et de construire un régime démocratique, de combattre en commun contre le danger de la contre-révolution fasciste" (2 octobre 1975).

Avec une telle option, il n'est pas étonnant qu'un consensus se soit établi dans l'assemblée générale des délégués de la marine entre les secteurs de droite et les ex-champions du gouvernement Gonçalves, et que le PS se soit montré enchanté des "progrès" effectués par ces marins!

Face à la création de l'AMI, le PCP adopte une attitude identique : "Une force d'intervention pour assurer l'ordre démocratique doit nécessairement être une force au service de la démocratie, caractéristique essentielle pour qu'elle puisse accomplir sa mission."

Le PCP ne veut à aucun prix contribuer à déclencher une mobilisation centrale qui déboucherait sur une confrontation avec le gouvernement, la bourgeoisie et la hiérarchie militaire. Néanmoins, il doit tenir compte de l'explosion du mouvement autonome des soldats. A la fois pour riposter au SUV et répondre à cette pression, il lance l'ARPE (Action révolutionnaire des soldats de l'armée de terre) dont le premier manifeste déclare : "De quoi ont peur ces messieurs ? Ils craignent que les soldats et les militaires révolutionnaires prennent définitivement en mains la dégradation de l'armée bourgeoise et fassent surgir une armée démocratique et révolutionnaire au service de notre peuple".

Dans l'Intersyndicale de même, face à la contestation de sa ligne par les courants de gauche, les membres du PCP se trouvent contraints

de préconiser : "le contrôle ouvrier dans tous les secteurs de l'économie, l'établissement d'une activité révolutionnaire qui n'ait rien à voir avec les mesures déjà prises, qui doit se mettre au service et sous le contrôle des soldats, marins, et organes de pouvoir populaire".

En même temps, dans cette intervention au meeting de commémoration du cinquième anniversaire de l'Intersyndicale, Jaime Macado demande : "L'élargissement du gouvernement aux forces populaires", reprenant ainsi l'orientation dominante du PCP. Dans la dernière période, pour manifester sa capacité de mobilisation et ne pas prendre de risque sur le plan politique central, le PCP a surtout fait donner de la voix dans l'Alentejo.

Au moment de la formation du gouvernement, la direction avait eu de grandes difficultés à faire passer sa ligne de semi-participation, semi-opposition auprès de nombre de ses militants. Des militants ouvriers avaient même pu commencer à voir dans l'alliance avec le FUR un embryon de politique alternative face aux oscillations du PCP.

Mais la politique aventuriste de certaines organisations du FUR, qui est aussi partiellement celle du FUR, permet à la direction du PCP de faire une contre-attaque et de chercher à rétablir son autorité auprès de sa base. La dénonciation fait même sa réapparition dans les éditoriaux de Avante : "La contre-révolution et la provocation pseudo-révolutionnaires disposent de mercenaires et d'aventuriers étrangers qui s'établissent au Portugal sans aucun contrôle".



Pendant la conférence de presse du Front d'Unité Révolutionnaire : de gauche à droite, Ezequiel Vicente, du MDP/CDE, Francisco Vale, de la LCI, Pedro Goulart, du PRP/BR, Afonso Barros, du MES, Fernando Marquez, de la LUAR, et Rui Carneiro, du FSP.



## Des occasions manquées

Le matin du 29 septembre, le FUR a réagi immédiatement. Malheureusement il adopta une position alarmiste vouée par avance à l'échec. Le tract qu'il distribua décrivait la situation en termes de contre-révolution imminente, de quasi-coup d'Etat : "Alerte ! A la classe ouvrière, aux travailleurs, aux soldats et marins ! Mobilisons-nous pour écraser la contre-révolution ! La contre-révolution ne passera pas !".

Dans le même tract, on annonçait que "cette agression des secteurs réactionnaires" était menée par les parachutistes, les troupes du CIAAC et du RIOQ ! Des hésitations tout à fait compréhensibles, et que les événements justifient, existaient parmi la population sur la volonté de telles troupes d'être le fer de lance d'une "agression contre-révolutionnaire". L'alarmisme du FUR aboutit à une manifestation de un millier de personnes sur le Rossio, à 13 heures. C'est ce millier de personnes qui devait, selon le FUR écraser la contre-révolution".

A l'alarmisme s'adjoignait le manque total d'appel et d'initiative vers le PS et le PCP dont les forces ouvrières sont loin d'être inutiles pour briser une agression contre-révolutionnaire ! Ici transperce la conception dominante du FUR selon lequel l'unité des organisations révolutionnaires, non seulement coïncide avec l'unité de l'avant-garde ouvrière large, mais est à elle seule le facteur suffisant pour entraîner, par-dessus la tête du PCP et du PS (cela va de soi !) les gros bataillons de la classe ouvrière.

Pourtant, une volonté existait de se mobiliser aux côtés des soldats, pour transformer l'occupation décidée par le gouvernement en son contraire. Or, le tract du FUR ne fait même pas allusion à cette jonction des travailleurs et des soldats sur cet objectif précis.

En outre, le rassemblement devant le ministère de la communication sociale exprima la détermination de milliers de personnes -- parmi lesquelles les ouvriers des principales usines de la zone industrielle de Lisbonne venus en cortège -- de faire plier le gouvernement et de participer activement à une occupation des radios et de la télévision, dont l'ADFA, au cours de sa lutte, avait montré le chemin. (Voir notre article "Une armée qui dit non !"). La possibilité existait de faire passer en tout cas de façon exemplaire, la radio du côté des travailleurs et non pas du côté du ministre de la communication sociale.

Une seconde fois, le FUR échouait. La conférence de presse donnée -- dans le ministère de la communication sociale -- par le troisième actionnaire de Republica, le ministre A. Santos, et Otelo Saraiva de Carvalho, prit l'allure d'une véritable pantalonnade. L'irruption dans la salle de la conférence d'une télé-

gation de la manifestation -- composée d'ouvriers de la Lisnave, de la Setnave et de l'ENI -- fit pâlir le ministre, bredouiller Otelo, craquer les fauteuils et sauter les portes de la bibliothèque. La direction du FUR ne saisit pas l'opportunité de mettre Otelo au balcon du ministère et de l'obliger à répondre vite et devant tout le monde à la seule question importante : "Si nous occupons les radios et la télévision, donneras-tu l'ordre de tirer ?". Par contre, ils lui donnèrent la parole pour qu'il se livre démagogiquement à une confession publique sur ses états d'âme contradictoires de commandant "révolutionnaire" du COPCON, respectueux des ordres du président de la République et sur son "manque de connaissances livresques pour être le Fidel Castro de l'Europe" (selon ses propres termes !).

Au fil des minutes, les manifestants exprimaient leur dédain pour Otelo; ils accueillirent, au contraire les soldats du Régiment de Police Militaire aux cris de "SUV a vaincu, SUV vaincra !". Portés en triomphe les soldats répondirent le poing levé!

A ce moment-là, dans le salon du ministère, la direction du FUR s'engageait dans une discussion interminable avec le commandant du COPCON pour le décider à se mettre à la tête d'une manifestation évitant la radio et se rendant à Bélem. 8 heures après le début du rassemblement, à minuit, il ne restait plus qu'un millier de personnes. Le reste s'était dispersé vers les radios. A 4 heures du matin, sans Otelo, le secrétariat du FUR rencontrait Pinheiro de Azevedo pour s'entendre dire que l'occupation militaire se faisait contre la contre-révolution.

Le secrétariat du FUR n'avait même pas réussi à compromettre Otelo. Celui-ci avait mieux compris qu'eux les limites de la division de la hiérarchie militaire. Un troisième échec!

Tout n'était pas encore perdu. Une série d'initiatives étaient possible. Le 30 septembre, les soldats, partout, se trouvaient aux côtés des travailleurs, occupaient avec les piquets de solidarité populaire, et affirmaient dans des motions leur volonté de défendre le droit pour les travailleurs d'utiliser la radio. La Radiotélévision portugaise était le seul centre à ne pas se trouver dans cette situation. Les soldats de l'EPAM se déclaraient solidaires des travailleurs, mais ces derniers -- sous l'influence du PCP -- ne firent rien pour traduire cette solidarité sur les antennes. Une initiative commune des CT des autres stations de radios et de délégations de soldats pouvait modifier radicalement la situation, et permettre l'utilisation de la télévision pour infliger au gouvernement une défaite totale. Rien ne fut fait dans ce sens.



## Démocratie ouvrière et démocratie bourgeoise

De même, il eut été possible de lancer une vaste campagne opposant concrètement au niveau de l'information les principes de la démocratie ouvrière à ceux de la démocratie bourgeoise formelle. Ceci était de la plus grande actualité, aurait permis de toucher la base ouvrière du PS et de diffuser une conception se démarquant de celle du PCP. Tout d'abord, il était aisé de mettre en relief la véritable nature de la campagne du PS sur la liberté d'expression autour de Republica, au moment où les Zenha et les Soares soutenaient énergiquement un décret de censure et une occupation militaire. D'autant plus que le Jornal Novo, proche du PS, se voyait lui-même obligé de mettre en bandeau de ses premières pages la mention : "censure militaire, jour 1, jour 2...". A partir de la simple réaction de ce quotidien il était facile de déséquilibrer la direction social-démocrate.

Ensuite, le 1er octobre, au moment où le Jornal Novo s'appretait à sortir une deuxième édition reproduisant le communiqué de la direction Soares sur l'imminence d'un coup d'Etat mystérieux d'extrême-gauche, l'équipe de nuit de l'imprimerie Mirandella se refusa de sortir cette édition si elle ne pouvait pas y adjoindre son propre communiqué sur ce prétendu coup d'Etat. La direction de Jornal Novo préféra renoncer à cette deuxième édition. Parallèlement, à l'Emisora Nacional, deux listes sont en présence pour l'élection de la commission de travailleurs. La liste A revendique le droit pour tous les courants du mouvement ouvrier de pouvoir s'exprimer sur les antennes de la station. Ces deux initiatives ouvrières pouvaient servir d'illustration à une campagne démontrant que la démocratie socialiste peut et doit être une démocratie qualitativement supérieure à la démocratie bourgeoise et assurer plus de libertés aux masses laborieuses.

Ceci pouvait se combiner avec une campagne de défense de Republica et de Radio Renascença, tous deux menacés par le gouvernement au nom d'une propriété privée qui apparaît

aux yeux des travailleurs comme restreignant leurs libertés. D'ailleurs, toutes les commissions de travailleurs de la presse écrite viennent de se réunir pour envisager les moyens de défendre Radio Renascença, bailloignée. En outre, une petite entreprise d'électronique, Iberonica, ayant expulsé son patron il y a un mois, offre ses services à Radio Renascença pour lui installer un émetteur propre.

Malgré ces occasions perdues, l'absence d'initiatives infligeant une défaite exemplaire au gouvernement, la riposte des soldats a néanmoins enrayé l'offensive de Pinheiro de Azevedo et de Costa Gomes.

Le dénouement favorable à la classe ouvrière de cette confrontation s'inscrit dans le cadre d'une montée révolutionnaire par paliers successifs et de victoires ouvrières sans grande résistance de l'ennemi de classe. Ceci peut créer l'apparence trompeuse d'une impuissance politique de la bourgeoisie et de son incapacité définitive à reconstituer une force de frappe militaire. Cette illusion alimente dans l'ultra-gauchisme se traduisant dans l'aventurisme d'un PRP-BR qui affirme qu' "à l'ordre du jour pour les forces révolutionnaires et pour les travailleurs se pose le problème d'une insurrection" (Diario de Lisboa, 30 septembre 1975), comme des positions sectaires et triomphalistes de la quasi-totalité de l'extrême-gauche envers le PS et le PCP, conduisant à évacuer toute tactique de front unique ou réduisant celui-ci à un ultimatum effréné.

A ce jeu, l'extrême-gauche pourrait bien être prise dans le piège dans lequel sont tombés les communistes allemands en janvier 1919. Le développement de la situation politique, illustré par les derniers événements, peut faciliter un processus de clarification permettant à la fois de répondre aux nécessités de l'unité d'action du mouvement ouvrier et de la centralisation des organes de "pouvoir populaire".

3 octobre 1975, Lisbonne







## SUEDE contre la junte chilienne

Le 20 septembre le village de Bastad, l'endroit de vacances le plus luxueux de la bourgeoisie suédoise se transforma en lieu de rassemblement d'une des plus importantes manifestations de solidarité avec le Chili qui se soit jamais tenue en Suède. Environ 7000 manifestants vinrent de tout le pays : 1200 de Stockholm, à 600 km, 1500 de Göteborg (à 200 km) et même 100 de Umeå (à 1200 km). Au total 100 autocars de manifestants envahirent ce petit paradis bourgeois. Il y avait aussi 150 personnes venues du Danemark et des groupes plus petits de Finlande et de Norvège. Pourquoi Bastad ? Parce que refusé de boycotter le match, et ceci fut considéré par le mouvement de solidarité avec le Chili comme une provocation ouverte, permettant à la Junte chilienne de gagner quelques points au niveau international. De plus, un des joueurs chiliens, James Fillol, fut un partisan actif de l'extrême-droite même avant le coup d'Etat de 1973. Entre autres choses, il donna de larges sommes d'argent à la grève des propriétaires de camions peu avant le renversement du gouvernement d'Unité Populaire.

La mobilisation fut rendue possible par l'exis-

tence permanente d'un fort mouvement de solidarité avec le Chili. Ceci était déjà apparu le 11 septembre, pour le deuxième anniversaire du coup, quand 7000 manifestants se rassemblèrent à Stockholm et 8000 dans d'autres villes. Les comités Chili utilisèrent ces manifestations pour mobiliser pour le week-end suivant, autour du mot d'ordre : "Empêchons le match". Ce slogan et d'autres questions (la situation au Chili par exemple), devinrent les sujets les plus discutés dans la presse, à la radio et à la télévision pendant le mois qui précéda le match. Il y avait une raison spéciale à cela. En mai 1968 l'extrême-gauche avait empêché le déroulement d'un match contre la Rhodésie en envahissant le stade. Un des résultats de cette action fut que, mis à part quelques vieux conservateurs que personne n'écoute, nul ne continua à affirmer que le sport et la politique étaient choses séparées.

Cette fois-ci, la presse bourgeoise et les sociaux-démocrates décidèrent d'affronter le mouvement de solidarité avec un argument plus subtil : "Evidemment, nous sommes tous d'accord que le régime chilien est épouvantable, et



nous devons le montrer en manifestant contre le match. Mais vous êtes des terroristes qui veulent utiliser la violence pour arrêter le match. Vous violez ainsi le droit démocratique de réunion (à savoir le match!) et ceci montre votre propre caractère anti-démocratique". C'est avec cet argument que les sociaux-démocrates accusèrent les comités Chili de diviser le mouvement de solidarité et ils organisèrent leur propre manifestation deux jours avant le match. Ils visaient par là à diviser et à désorienter la mobilisation.

Mais ils s'appuyèrent par un second argument plus solide : 1500 policiers à cheval, avec des chiens et l'équipement anti-émeutes, des hélicoptères, furent envoyés dans le village de Bastad. Le gouvernement annonça qu'il ne pouvait donner aucune garantie qu'il n'y aurait pas de blessés graves ou même des morts, essayant ainsi d'effrayer les gens pour les empêcher de participer à la manifestation. Mais cette double tactique du gouvernement social-démocrate échoua totalement. En effet,

1) la population au Chili même fut informée de la mobilisation de solidarité. Les mots d'ordre, nombre d'entre eux criés en espagnol, pouvaient être entendus à la télévision chilienne qui filmait le match. Plusieurs centaines de ballons rouges, portant chacun le nom d'un chilien assassiné par la Junte, furent lâchés par les manifestants et le commentateur de la télévision chilienne fut obligé d'expliquer qu'il y avait une manifestation contre le match organisée par des "marxistes payés".

La presse de la Junte essaya de rassembler la petite-bourgeoisie dans une campagne nationaliste contre la Suède dans son ensemble, mais on peut être sûr que les informations données par la Junte pour expliquer cette campagne furent un encouragement pour tous les travailleurs opprimés du Chili.

2) les pressions visant à obliger le gouvernement suédois à prendre des mesures concrètes se sont accrues. Pour l'instant seuls les dockers boycottent tout le matériel chilien.

3) bien que la manifestation n'ait pas réussi à arrêter le match (à cause de la mobilisation policière massive), cette mobilisation fut considérée comme une victoire. Le match de tennis devint une question secondaire. "Les manifestants ont remporté le match" titrait le "Dageus Nyheter", le principal quotidien bourgeois. Certains commentateurs bourgeois demandèrent même s'il était correct d'avoir dépensé un million de dollars pour mobiliser une force de police aussi grande contre des manifestants qui avaient annoncé qu'ils n'allaient pas à Bastad pour affronter la police.

4) la manoeuvre scissionniste des sociaux-démocrates échoua totalement. Mille personnes seulement participèrent à leur manifestation deux jours plus tôt. La presse en parla à peine.

Le problème qui se posait aux sociaux-démocrates fut assez bien résumé par un journaliste socialiste : "Nous avons de mauvais contacts avec la jeunesse. Nos meetings et manifestations regroupent principalement des retraités".

5) la manifestation fut aussi une victoire pour ceux qui ont une conception correcte de l'unité d'action, ce qui est très important étant donné la tradition sectaire établie dans la gauche révolutionnaire par les groupes maoïstes et le PC. Cette fois-ci les manoeuvres sectaires des maoïstes et du PC furent déjouées dans l'action. Le groupe maoïste SKP (Parti communiste de Suède) changea trois fois de ligne au cours des semaines qui précédèrent la manifestation. Tout d'abord ils expliquèrent que le Chili était un "Etat légitime" et que le match devait donc se tenir. Ils expliquaient que les deux ennemis étaient les deux super-puissances et que la mobilisation était une diversion par rapport à la lutte contre ces super-puissances. Après s'être complètement discrédités par cette position, les dirigeants du SKP décidèrent que, bien que le match dût se tenir, il devrait y avoir une manifestation contre le match. Mais cette position ne freina pas la pression exercée par leur base et par la mobilisation elle-même. Ils décidèrent finalement à la dernière minute qu'il fallait empêcher le match.

Le PC ne fit guère mieux. Le PC participa à la propagande et à la mobilisation visant à empêcher le match, mais fit une manoeuvre scissionniste à la dernière minute. La pression exercée par les sociaux-démocrates et la bourgeoisie, qui accusaient le PC de participer à la préparation d'une manifestation violente amena le PC à scissionner les comités Chili sur la question de savoir si le service d'ordre de la manifestation devait ou non porter des casques et avoir des barres de fer. Le PC accusa les comités Chili d'utiliser une tactique qui risquait de provoquer la police et les réactionnaires locaux. Le PC voulait au contraire avoir un service d'ordre sans protection, ce qui aurait donné une réelle possibilité aux bandes réactionnaires d'attaquer. Le PC ne comprenait pas que c'était la présence des manifestants qui représentait la réelle provocation pour les réactionnaires locaux. Le résultat de la politique du PC fut une manifestation séparée, 200 mètres der-

rière la principale. Le PC regroupa un millier de personnes.

La défaite des pratiques sectaires des maoïstes et du PC représente une victoire importante pour la gauche anti-stalinienne en Suède et en particulier pour le Revolutionära marxisters förbund (Ligue marxiste révolutionnaire, section suédoise de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui fut une des forces principales de la mobilisation.



# Protestation contre les assassinats en Argentine

Montréal, le 22. 9. 1975

M. Italo Luder,  
Président intérimaire,  
Casa Rosada,  
Buenos Aires,  
Argentine.

Monsieur Luder,

Les soussignés protestent vigoureusement contre le meurtre récent des membres du Partido Socialista de los Trabajadores (PST). Les corps d'Adrana Daldua, Ana Maria Lorenzo, Lidia Agostini, Hugo Frigerio et Roberto Loscertales ont été trouvés le 5 septembre dans une auto près de La Plata. Le jour suivant, les corps de trois autres membres du PST ont été trouvés dans la même région : Patricia Susanna Claverio, Carlos Enrique Povedano et Oscar Lucatti.

Cela porte à 15 le nombre des membres du PST qui ont été assassinés par des terroristes de droite depuis que le gouvernement péroniste a accédé au pouvoir. De plus, plusieurs autres adversaires du gouvernement ont été assassinés et des locaux politiques ont été attaqués. Tout

le monde sait que les terroristes de droite agissent sous la protection du gouvernement.

Nous exigeons que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires pour arrêter les attaques des terroristes de droite. Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques, notamment ceux emprisonnés en vertu de l'état de siège. Nous exigeons que les responsables des meurtres perpétrés contre les membres du PST et les autres militants révolutionnaires et syndicalistes soient poursuivis en justice.

Comité Québécois pour la défense des prisonniers latino-américains  
Groupe socialiste des travailleurs du Québec  
Groupe marxiste révolutionnaire  
Ligue socialiste ouvrière  
Michel Chartrand, Président, Conseil central des syndicats nationaux de Montréal  
Jacques Baudoin, Président, Syndicat des travailleurs de garage et d'entretien de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal  
Pierre Lemaire, Président, Alliance des professeurs de Montréal  
Céline St-Pierre, professeur, Université du Québec à Montréal

## MEXIQUE : meetings avec E. Mandel

Au début de septembre le Grupo comunista internacionalista, organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique, organisa trois meetings publics avec Ernest Mandel, membre du S. U. de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le 17 septembre Mandel parla à Pueblo, devant 800 personnes de la crise de l'université bourgeoise et du rôle des étudiants et des intellectuels pour faire progresser la révolution socialiste. Un représentant du PC mexicain in-

tervint dans la discussion. Le 18 septembre, plus de 200 personnes assistèrent à Mexico à un débat organisé par le GCI sur le bilan de la révolution et de la contre-révolution chiliennes. Des camarades du Parti socialiste chilien et du MIR participèrent à la discussion. Le 19 septembre, 2500 personnes participèrent à un meeting sur la révolution portugaise à l'université de Mexico.